EMPIRE CHÉRIFIEN
 PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone Française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.200 fr.
	6 mois..	400 "	700 "
France et Colonies	Un an..	750 "	1.500 "
	6 mois..	500 "	850 "
Étranger	Un an..	1.250 "	2.100 "
	6 mois..	750 "	1.250 "

Changement d'adresse : 10 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;

2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-10, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Édition partielle 16 fr.
 Édition complète 26 fr.

Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %.

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres : 40 francs

(Arrêté régalentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Hevas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Cinématographie. — Publicité des actes, conventions et jugements.

Dahir du 25 juillet 1949 (28 chaoual 1368) relatif à la publicité des actes, conventions et jugements en matière cinématographique 1271

Comptabilité publique.

Dahir du 27 août 1949 (2 kaada 1368) modifiant le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien 1272

Décret n° 49-865 du 29 juin 1949 modifiant le décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien 1273

Cessionnaires de lots domaniaux urbains. — Cahier des charges.

Dahir du 30 août 1949 (5 kaada 1368) complétant le dahir du 12 juillet 1948 (5 ramadan 1367) approuvant un nouveau cahier des charges et conditions générales à imposer aux cessionnaires de lots domaniaux urbains 1274

Frontière algéro-marocaine. — Carte frontalière.

Dahir du 1^{er} septembre 1949 (7 kaada 1368) instituant un droit de timbre sur la carte frontalière relative au passage de la frontière algéro-marocaine 1275

Aide à la construction privée.

Arrêté viziriel du 12 septembre 1949 (18 kaada 1368) complétant l'arrêté viziriel du 13 avril 1949 (14 jourmada II 1368) fixant, pour l'année 1949, les taux et modalités d'attribution des ristournes d'intérêts prévues par le dahir du 11 juillet 1948 (4 ramadan 1367) destiné à faciliter la reprise des constructions privées 1275

TEXTES PARTICULIERS

Ventes de meubles entre particuliers.

Dahir du 27 août 1949 (2 kaada 1368) abrogeant le dahir du 9 février 1948 (4 safar 1362) portant réglementation des ventes de meubles entre particuliers 1275

Boulhaut. — Distraction du domaine forestier.

Dahir du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) déclarant d'utilité publique la distraction du domaine forestier d'une parcelle de terrain faisant partie de la forêt domaniale de Boulhaut en vue d'y construire un préventorium (Casablanca) 1275

Rabat. — Construction de logements pour agents des services publics.

Arrêté viziriel du 28 août 1949 (28 chaoual 1368) déclarant d'utilité publique l'extension du périmètre destiné à la construction de logements pour agents des services publics et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cet effet (Rabat) 1276

Casablanca. — Construction d'une école.

Arrêté viziriel du 27 août 1949 (2 kaada 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction d'une école au quartier Racine-Extension à Casablanca et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cette fin 1276

Taza. — Construction de logements pour le personnel des douanes.

Arrêté viziriel du 27 août 1949 (2 kaada 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction, à Sakka (Taza), de logements pour le personnel de l'administration des douanes et frappant d'expropriation la propriété nécessaire à cette fin 1276

Tribunaux coutumiers. — Tarifs des actes et frais de justice.

Arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368)

fixant les tarifs des actes et des frais de justice devant les tribunaux coutumiers	1276
Casablanca. — Cession d'une parcelle du domaine municipal.	
Arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca autorisant la cession gratuite à l'Etat chérifien d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal destinée à la création d'un institut océanographique	1276
Kasba-Tadla. — Délimitation de terres collectives.	
Arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) ordonnant la délimitation de huit immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu Semguet (Kasba-Tadla)	1276
Oued-Ykem. — Installation d'une carrière.	
Arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) déclarant d'utilité publique et urgente l'installation, aux abords du pont sur l'Oued Ykem, d'une carrière pour l'approvisionnement en matériaux des chantiers de construction et d'amélioration des routes, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires à ces travaux	1277
Mogador. — Délimitation des dunes de l'Oued Tensift.	
Arrêté viziriel du 12 septembre 1949 (18 kaada 1368) homologuant les opérations de délimitation des dunes de l'Oued Tensift (Mogador)	1277
Conseils de révision.	
Arrêté résidentiel du 4 octobre 1949 relatif à la réunion des conseils de révision	1277
Instruction résidentielle du 4 octobre 1949 pour l'application de l'arrêté résidentiel du 4 octobre 1949 relatif à la réunion des conseils de révision	1278
Architectes. — Exercice de la profession.	
Arrêtés du secrétaire général du Protectorat du 23 septembre 1949 autorisant des architectes à exercer la profession.	1279
Taourirt. — Société coopérative de motoculture.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 29 septembre 1949 autorisant la constitution de la Société coopérative de motoculture de Taourirt (Oujda)	1279
Achat et congélation des viandes.	
Arrêté du directeur des finances du 15 septembre 1949 relatif à la garantie d'avances consenties en vue de l'achat de viandes étrangères ou de la congélation de viandes au Maroc	1279
Hydraulique.	
Arrêté du directeur des travaux publics du 23 septembre 1949 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits au profit de M. Fabrer Paul, colon à l'Oasis	1279
Arrêté du directeur des travaux publics du 24 septembre 1949 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits au profit de M. Pello Jean, colon à Dar-Cald	1279
Arrêté du directeur des travaux publics du 24 septembre 1949 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'Oued Innaouène au profit de M. Fournier, colon à l'Oued Amlil	1279
Arrêté du directeur des travaux publics du 24 septembre 1949 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'Oued Mikkès au profit de M. Danan Raphaël, colon à Oued-Mikkès	1279
Vente des bicyclettes et vélomoteurs.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 15 septembre 1949 rendant libre la vente des bicyclettes et des vélomoteurs	1280
Semrir (Ouarzazate), Ain-Cheggag (Fès). — Service postal.	
Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 24 septembre 1949 transformant le	

poste de correspondant postal de Semrir en agence postale de 2 ^e catégorie et l'agence postale de 2 ^e catégorie d'Ain-Cheggag en agence de 1 ^{re} catégorie	1280
--	------

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Corps du contrôle civil.	
Arrêté résidentiel du 13 septembre 1949 fixant la date des élections des représentants des agents du corps du contrôle civil au conseil d'administration de ce corps pour les délibérations relatives à l'avancement et à la discipline.	1280
Justice française.	
Arrêté viziriel du 23 septembre 1949 (30 kaada 1368) fixant les conditions d'accès à la classe exceptionnelle des commis du personnel des secrétariats-greffes en fonction dans les services extérieurs	1280
Direction de l'intérieur.	
Arrêté du directeur de l'intérieur du 23 septembre 1949 fixant la composition de la commission de classement pour l'incorporation de certains agents des municipalités dans les cadres des employés et agents publics et des sous-agents publics	1281
Direction des finances.	
Arrêté viziriel du 23 septembre 1949 (30 kaada 1368) modifiant les arrêtés viziriels des 29 mars 1949 (28 jourmada I 1368) et 19 avril 1949 (20 jourmada II 1368) fixant les traitements de certains fonctionnaires de la direction des finances (cadres extérieurs) et de la trésorerie générale.	1281
Direction des travaux publics.	
Arrêté viziriel du 26 septembre 1949 (3 hija 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics à compter du 1 ^{er} janvier 1949	1281
Arrêté du directeur des travaux publics du 28 septembre 1949 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction des travaux publics dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement	1282
Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.	
Arrêté viziriel du 24 septembre 1949 (1 ^{er} hija 1368) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts	1283
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 août 1949 portant réglementation des conditions du concours d'ingénieur géomètre adjoint stagiaire du service topographique	1283
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 septembre 1949 modifiant et complétant l'arrêté directeur du 10 février 1948 portant réglementation de l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur géomètre adjoint	1284
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 septembre 1949 modifiant et complétant l'arrêté directeur du 9 juin 1947 portant réglementation de l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur géomètre	1285
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 12 septembre 1949 modifiant et complétant l'arrêté directeur du 24 juillet 1948 portant réglementation du concours de dessinateur-calculateur stagiaire du service topographique	1285

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 29 septembre 1949 ouvrant un concours pour le recrutement d'un inspecteur stagiaire des instruments de mesure 1286

Direction de la santé publique et de la famille.

Arrêté viziriel du 19 septembre 1949 (26 kaada 1368) complétant l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) formant statut du personnel de la santé et de l'hygiène publiques 1286

Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 18 août 1949 portant ouverture d'un concours et d'un examen pour le recrutement de commis (emplois susceptibles d'être transformés en emplois d'agent d'exploitation) 1286

Trésorerie générale.

Dahir du 17 septembre 1949 (23 kaada 1368) modifiant l'article 2 du dahir du 10 octobre 1916 (12 hija 1334) portant fixation du traitement et du cautionnement du trésorier général du Protectorat 1287

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 1287
Nominations et promotions 1287
Résultats de concours et d'examens 1294
Remise de dette 1294
Concession de pensions, allocations et rentes viagères 1294
Admission à la retraite 1296

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour l'emploi d'adjoint technique stagiaire des travaux publics des colonies 1296
Avis de concours 1296

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 25 juillet 1949 (28 chaoual 1368) relatif à la publicité des actes, conventions et jugements en matière cinématographique.

LOUANGE A DIEU SEUL!
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au service du cinéma un registre public destiné à assurer la publicité des actes, conventions et jugements visés au présent dahir, intervenus à l'occasion de la production de films cinématographiques au Maroc.

Ce registre est tenu par un conservateur nommé par arrêté viziriel.

ART. 2. — Tout producteur, qui veut tourner un film au Maroc, doit joindre à la déclaration prévue par le dahir du 7 novembre 1940 (6 chaoual 1359) relatif au contrôle des films cinématographiques un extrait de l'immatriculation préalable dudit film au registre public.

Lorsque des inscriptions sont demandées sur ce registre avant que n'ait été délivrée l'autorisation de tourner le film prévue par le

dahir susvisé du 7 novembre 1940 (6 chaoual 1359), mention doit en être faite par le conservateur, ainsi que sur les copies ou les extraits de ces inscriptions.

ART. 3. — Les demandes d'immatriculation des films visés à l'article premier doivent être notifiées au conservateur du registre public français de la cinématographie.

Elles ne produisent effet que si aucune immatriculation analogue n'est déjà effectuée à ce registre, ainsi qu'il résultera d'un certificat de non-immatriculation délivré par son conservateur.

ART. 4. — Le film, dont l'immatriculation demandée ne peut être requise que par le producteur, est inscrit au registre public sous son ou ses titres provisoires ou définitifs.

A l'appui de la requête il doit être remis au conservateur une copie du contrat conclu par le producteur avec le ou les auteurs de l'œuvre originale d'où le film a été tiré ou leurs ayants droit, ou une simple déclaration de ceux-ci justifiant de l'autorisation de réaliser ledit film d'après cette œuvre et précisant le délai pour lequel cette autorisation est conférée.

Le conservateur du registre public attribue au film ainsi immatriculé un numéro d'ordre.

ART. 5. — Pour les films qui ont été préalablement immatriculés, dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus, doivent être inscrits au registre public, à la requête de la partie la plus diligente, et sans que cette inscription puisse avoir pour effet de conférer aucun privilège nouveau au profit de son bénéficiaire, sauf cependant ce qui est dit aux articles 6, 7 et 8 :

1° Les cessions et apports en société du droit de propriété ou d'exploitation, ainsi que les concessions du droit d'exploitation soit d'un film, soit de l'un quelconque de ses éléments, présents et à venir ;

2° Les constitutions de nantissement sur tout ou partie des droits visés à l'alinéa précédent ;

3° Les cessions, transports et délégations, en propriété ou à titre de garantie, de tout ou partie des produits présents et à venir d'un film ;

4° Les conventions relatives à la distribution d'un film ;

5° Les conventions emportant restriction dans la libre disposition de tout ou partie des éléments et produits présents et à venir d'un film ;

6° Les cessions d'antériorité, les subrogations et les radiations totales ou partielles se rapportant aux droits ou conventions susvisés ;

7° Les décisions de justice et sentences arbitrales, ainsi que les ordonnances de référés et toutes mesures conservatoires relatives à l'un des droits visés aux alinéas précédents.

Toute inscription visant l'un des droits énoncés aux alinéas 1 à 5 du présent article ne pourra être requise qu'en vertu d'un acte ou d'une convention conclue avec le producteur.

Une fois inscrits au registre ces mêmes droits ne pourront faire l'objet d'une nouvelle inscription qu'en vertu d'un acte ou d'une convention conclue avec leurs bénéficiaires.

En exemplaire, une expédition ou une copie conforme de ces actes, conventions, jugements ou ordonnances et mesures conservatoires, qui doit mentionner le numéro d'ordre attribué au film dont il s'agit et le domicile élu par les parties, reste déposé au registre public.

En cas de non-immatriculation du film ou de non-inscription des actes, conventions, jugements ou ordonnances et mesures conservatoires susmentionnés, les droits résultant desdits actes, conventions, jugements ou ordonnances et mesures conservatoires ne peuvent être opposés aux tiers dont les droits ont fait l'objet d'une inscription au registre.

ART. 6. — Le rang des inscriptions est déterminé par l'ordre dans lequel elles sont requises.

ART. 7. — Le privilège résultant du contrat de nantissement s'établit sans dépossession par le seul fait de l'inscription visée à l'article 4 du présent dahir. Les inscriptions de nantissement sont valables pour une durée égale à celle pour laquelle les droits d'exploitation du film ont été acquis par le producteur.

ART. 8. — Sauf dispositions contraires portées au contrat et inscrites au registre public, seul le bénéficiaire d'un des droits visés aux alinéas 2 et 3 de l'article 5, dûment inscrit, et sur production de l'état prévu à l'article suivant, encaisse directement, nonobstant

toute opposition autre que celle fondée sur un privilège légal bénéficiant d'un rang de préférence par rapport à celui qui serait attaché à l'une des créances inscrites en vertu desdits alinéas, et dans le cas de délégation, nonobstant le défaut d'assentiment du débiteur cédé, à concurrence de ses droits et suivant l'ordre de son inscription, le montant des produits du film, de quelque nature qu'ils soient, ou des indemnités dues pour sa perte et ce sans qu'il soit besoin de signification aux débiteurs cédés qui seront valablement libérés entre ses mains.

ART. 9. — Le conservateur du registre public est tenu de délivrer, à tous ceux qui le requièrent, copie ou extrait des énonciations portées au registre public et des pièces déposées à l'appui des inscriptions, ou certificat qu'il n'existe point d'inscription.

Les copies ou extraits des inscriptions visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 5 seront délivrés sur un formulaire spécial.

Le conservateur est tenu d'avoir un registre sur lequel il inscrit, jour par jour, et dans l'ordre des demandes, les remises qui lui sont faites d'actes en vue de leur inscription, laquelle ne peut être portée qu'à la date et dans l'ordre desdites remises.

ART. 10. — Il est responsable du préjudice résultant soit de l'omission sur le registre public des inscriptions requises en son bureau, soit du défaut de mention dans les états ou certificats qu'il délivre d'une ou plusieurs inscriptions existantes, à moins que l'erreur ne provienne de désignations insuffisantes qui ne pourraient lui être imputées.

ART. 11. — Sont affranchis du timbre :

1° Les registres, les reconnaissances de dépôt, les états, les certificats, les copies et extraits tenus ou dressés en exécution des dispositions du présent dahir ;

2° Les pièces produites pour l'accomplissement d'une des formalités visées au présent dahir et qui restent déposées au registre public, à condition que ces pièces mentionnent expressément leur destination.

ART. 12. — Sont exempts de la formalité de l'enregistrement les états, certificats, copies et extraits délivrés par le conservateur du registre public, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent dahir.

ART. 13. — Toute requête aux fins d'inscription, toute demande de renseignements, toute délivrance d'états, certificats, copies ou extraits donnent lieu à la perception d'un droit dans les conditions qui seront fixées par l'arrêté prévu à l'article 18.

ART. 14. — Les droits visés à l'article 5, devenus régulièrement opposables aux tiers avant la mise en vigueur du présent dahir, sont conservés dans leur rang antérieur s'ils font l'objet d'une inscription dans les trois mois de ladite mise en vigueur.

A défaut, ils ne prendront rang à l'égard des tiers que dans les conditions fixées à l'article 6.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 5, les inscriptions visées au présent article seront admises sur production d'un certificat délivré par le chef du service du cinéma dans le cas où un mois après la mise en demeure notifiée au producteur par lettre recommandée le requérant n'aurait pu obtenir de ce dernier une attestation précisant le numéro d'ordre attribué au film dont il s'agit, conformément à l'article 4.

La production de ce certificat suppléera, le cas échéant, à la formalité de dépôt du titre prévue audit article 4.

ART. 15. — A peine de nullité, il ne peut être procédé à la vente aux enchères publiques, volontaire ou forcée, d'un film ou de l'un quelconque de ses éléments, que sept jours après une sommation d'assister à la vente que le poursuivant doit faire signifier à chacun des créanciers inscrits au registre public de la cinématographie, au domicile élu dans l'inscription.

ART. 16. — Lorsque la vente de ces biens n'a pas eu lieu aux enchères publiques, l'acquéreur qui veut se garantir des poursuites des créanciers inscrits est tenu, à peine de déchéance et, au plus tard, dans la quinzaine de la sommation de payer à lui faite, de notifier à tous ces créanciers, au domicile par eux élu dans leurs inscriptions : ses nom, prénoms et domicile, le prix d'achat, l'énumération et le montant des créances privilégiées, avec déclaration qu'il est prêt à les acquitter sur-le-champ, jusqu'à concurrence de son prix.

Tout créancier inscrit peut requérir la vente aux enchères publiques des biens cédés de gré à gré, en offrant de porter le prix à un dixième en sus et de donner caution pour le paiement des prix et charges ou de justifier de solvabilité suffisante.

Cette réquisition doit être signifiée à l'acquéreur et au débiteur précédent propriétaire dans la quinzaine de la notification visée à l'alinéa premier ci-dessus.

ART. 17. — Dans le cas où, par application des règles normales de compétence, ce sont les tribunaux français qui sont compétents, l'affaire est portée devant le tribunal de première instance de Rabat.

ART. 18. — Les conditions d'application du présent dahir seront fixées par un arrêté viziriel.

Fait à Rabat, le 28 chaoual 1368 (25 juillet 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,
A. JUIN.

Dahir du 27 août 1949 (2 kaada 1368) modifiant le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.

LÔUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 24, 25, 27, 37 (paragr. II à V) et 40 du dahir susvisé du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

« Article 24. — Il peut être suppléé aux marchés écrits par de « simples factures pour les achats de fournitures livrables immédia- « tement lorsque les besoins prévisibles du service ne justifient pas « l'acquisition d'une quantité dont la valeur excède 250.000 francs. « Les travaux ou transports dont la valeur présumée n'excède « pas 250.000 francs peuvent être exécutés sans marchés écrits sur « simple mémoire. »

« Toutefois, pour le fonctionnement des services à caractère « industriel ou commercial pris en gestion directe par le Gouver- « nement chérifien ou par les collectivités publiques du Protectorat, « les limitations prévues ci-dessus pour les achats sur factures et « les marchés par entente directe peuvent être modifiés par arrêté « viziriel. »

« Article 25. — Lorsqu'un marché a reçu un commencement « d'exécution, soit qu'une fraction des fournitures ait été livrée, soit « que les travaux ou fabrications aient atteint un stade d'avance- « ment défini par le cahier des charges, il peut être procédé au « paiement d'un acompte ou au paiement d'une avance. »

« Les conditions dans lesquelles les acomptes et les avances pour- « ront être consentis seront fixées par instructions spéciales, qui « seront soumises à l'approbation du ministre des finances et des « affaires économiques. »

« Aucune stipulation d'intérêt ou de commission de banque... »
(La suite sans modification.)

« Article 27. — Aucun paiement ne peut être effectué qu'au « véritable créancier justifiant de ses droits et pour l'acquittement « d'un service fait, sous réserve des exceptions prévues aux paragra- « phes 2 et 4 de l'article 25. »

« Toutefois, pour faciliter l'exécution en régie des services « locaux, il peut être fait aux agents spéciaux de ces services, sur « les ordonnances ou mandats de l'ordonnateur, des avances dont « le montant, cumulé et non justifié, ne peut dépasser 300.000 francs. »

« La justification de ces avances doit être rapportée au compta- « ble par l'entremise de l'ordonnateur, dans le délai maximum de « trois mois à compter de la date d'encaissement des fonds. »

« Outre l'exception prévue au deuxième alinéa ci-dessus, des « avances peuvent être consenties pour les indemnités et frais de « déplacements alloués aux personnes chargées d'une mission spé- « ciale ou d'un service extraordinaire tant au Maroc qu'en France « ou à l'étranger. »

« Il en est justifié dans les mêmes conditions et délais que pour les services régis en économie.

« Le délai de trois mois et la somme maximum des avances peuvent être exceptionnellement augmentés par décision du directeur des finances prise sur la proposition de l'ordonnateur intéressé.

« Sauf l'exception ci-dessus, un même régisseur ne peut détenir, au titre de plusieurs régies comptables, un total d'avances cumulées et non justifiées supérieur à 300.000 francs.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, lorsqu'un service de l'Etat groupe plusieurs agents dont les émoluments sont payables en espèces, le montant de ces émoluments peut être versé par le comptable payeur entre les mains et sur la seule signature d'un agent habilité par le chef du service. Cet agent répartit les sommes encaissées par lui entre les fonctionnaires et agents intéressés, qui lui en donnent décharge ; la décharge est conservée par ledit agent.

« Si l'agent n'a pu procéder à la remise des fonds avant la fin du mois suivant celui au titre duquel les émoluments sont dus, il en reverse le montant à la caisse du comptable payeur, sur ordre de versement établi par l'ordonnateur, qui procède alors à des ordonnancements individuels au profit des intéressés.

« Par dérogation également aux dispositions du premier alinéa du présent article, le prix des services requis..... »

(La suite sans modification.)

« Article 37. —

« II. — Par exception aux dispositions du premier alinéa du paragraphe précédent, le paiement des dépenses peut être effectué par simple virement comportant inscription de la somme due aux créanciers au crédit de leur compte-courant de chèques postaux, en banque ou au Trésor. Il donne lieu aux mesures ci-après :

« 1° Lorsque les comptes des créanciers sont ouverts chez un comptable du Trésor autorisé à recevoir les dépôts de fonds de particuliers, le comptable assignataire de la dépense porte ou fait porter les sommes dues au crédit des comptes des créanciers. Le comptable chargé de tenir le compte du bénéficiaire fait parvenir à ce dernier l'avis de crédit le concernant. Le comptable assignataire de la dépense porte sur les titres de paiement une mention de référence aux écritures constatées pour réaliser l'opération de virement ;

« 2° Lorsque les comptes des créanciers sont ouverts à la Banque d'Etat du Maroc ou dans une autre banque, le comptable fait parvenir à l'établissement intéressé les ordres de virement avec avis de crédit annexés, relevés sur un bordereau récapitulatif d'envoi et accompagnés d'un chèque à l'ordre de la banque. Cette dernière en accuse réception, retient les ordres de virement si les comptes sont ouverts dans ses écritures et les fait parvenir à ses succursales ou agences dans le cas contraire. Les comptes des bénéficiaires sont crédités et il leur est adressé par l'établissement intéressé, sa succursale ou agence, les avis de crédit les concernant. Le comptable porte sur les titres de paiement une mention de référence au chèque tiré par ses soins pour réaliser l'opération de virement ;

« 3° Lorsque les comptes des créanciers sont tenus par des centres de chèques postaux, le comptable fait parvenir au centre de chèques postaux de Rabat les ordres de virement avec avis de crédit annexés, relevés sur un bordereau récapitulatif d'envoi et accompagnés d'un chèque postal. Le centre de chèques postaux de Rabat en accuse réception et, après inscription du montant du chèque postal au débit du compte du comptable, crédite ou fait créditer les comptes des bénéficiaires. Les centres de chèques postaux détenteurs des comptes crédités font parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires. Le comptable porte sur les titres de paiement une mention de référence aux chèques postaux tirés pour réaliser l'opération de virement.

« III. — Les taxes de virement établies par les règlements spéciaux sont à la charge des créanciers ; elles sont déduites du montant de l'ordonnance ou du mandat, lors de l'arrêté de la somme nette à virer, par le comptable public intéressé.

« IV. — Les dépenses publiques qui ne sont pas soumises à l'obligation du virement peuvent, si aucune disposition réglementaire ne s'y oppose, être payées par mandats-cartes postaux aux frais des créanciers et sur leur demande.

« Lorsque les paiements doivent être faits par mandats-cartes postaux, le comptable fait parvenir au centre de chèques postaux

« de Rabat les mandats-cartes relevés sur un bordereau récapitulatif d'envoi et accompagnés d'un chèque postal. Le centre de chèques postaux en accuse réception après inscription du montant du chèque postal et du montant total des taxes au débit du compte du comptable. Ce dernier porte sur les titres de paiement une mention de référence au chèque postal tiré pour réaliser les paiements par mandats-cartes.

« V. — Le règlement par virement de compte ou par mandat-carte postal est réalisé sans que les créanciers aient à se déplacer ni à donner personnellement quittance. Les titres de paiement, revêtus des mentions relatives au virement, ou au règlement par mandat-carte postal, apposées par le comptable assignataire de la dépense dans les conditions qui précèdent et accompagnés, lorsqu'il y a lieu, des pièces justificatives de l'ordonnement, constituent la décharge de ce comptable. »

« Article 40. — Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par le Trésor chérifien, toutes significations de cessations ou de transports desdites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent être faites, à peine de nullité, entre les mains du comptable sur la caisse duquel le paiement est ordonné. Aucune de ces significations ne peut avoir d'effet en ce qui concerne la somme portée à l'ordonnance ou au mandat si elle intervient après que le comptable a revêtu le titre de paiement de la mention « vu bon à payer » ou de la certification de virement ou de règlement par mandat-carte postal. »

Fait à Rabat, le 2 kaada 1368 (27 août 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,
A. JUIN.

Décret n° 49-865 du 29 juin 1949 modifiant le décret du 16 avril 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances et des affaires économiques ;

Vu le décret du 16 avril 1917 et les textes subséquents sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 24, 25, 27, 37 (paragr. II à IX) et 40 du décret susvisé du 16 avril 1917 sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

« Article 24. — Il peut être suppléé aux marchés écrits par de simples factures pour les achats de fournitures livrables immédiatement lorsque les besoins prévisibles du service ne justifient pas l'acquisition d'une quantité dont la valeur excède 250.000 francs.

« Les travaux ou transports dont la valeur présumée n'excède pas 250.000 francs peuvent être exécutés sans marchés écrits sur simple mémoire.

« Toutefois, pour le fonctionnement des services à caractère industriel ou commercial pris en gestion directe par le Gouvernement chérifien ou par les collectivités publiques du Protectorat, les limitations prévues ci-dessus pour les achats sur factures et les marchés par entente directe peuvent être modifiées par arrêté viziriel. »

« Article 25. — Lorsqu'un marché a reçu un commencement d'exécution, soit qu'une fraction des fournitures ait été livrée, soit que les travaux ou fabrications aient atteint un stade d'avancement défini par le cahier des charges, il peut être procédé au paiement d'un acompte ou au paiement d'une avance.

« Les conditions dans lesquelles les acomptes et les avances pourront être consentis seront fixées par instructions spéciales, qui seront soumises à l'approbation du ministre des finances et des affaires économiques.

« Aucune stipulation d'intérêt ou de commission de banque..... »

(La suite sans modification.)

« Article 27. — Aucun paiement ne peut être effectué qu'au véritable créancier justifiant de ses droits et pour l'acquittement d'un service fait, sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 4 de l'article 25.

« Toutefois, pour faciliter l'exécution en régie des services locaux, il peut être fait aux agents spéciaux de ces services, sur les ordonnances ou mandats de l'ordonnateur, des avances dont le montant, cumulé et non justifié, ne peut dépasser 300.000 francs.

« La justification de ces avances doit être rapportée au comptable, par l'entremise de l'ordonnateur, dans le délai maximum de trois mois à compter de la date d'encaissement des fonds.

« Outre l'exception prévue au deuxième alinéa ci-dessus, des avances peuvent être consenties pour les indemnités et frais de déplacements alloués aux personnes chargées d'une mission spéciale ou d'un service extraordinaire tant au Maroc, qu'en France ou à l'étranger.

« Il en est justifié dans les mêmes conditions et délais que pour les services régis en économie.

« Le délai de trois mois et la somme maximum des avances peuvent être exceptionnellement augmentés par décision du directeur des finances prise sur la proposition de l'ordonnateur intéressé.

« Sauf l'exception ci-dessus, un même régisseur ne peut détenir, au titre de plusieurs régies comptables, un total d'avances cumulées et non justifiées supérieur à 300.000 francs.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, lorsqu'un service de l'Etat groupe plusieurs agents dont les émoluments sont payables en espèces, le montant de ces émoluments peut être versé par le comptable payeur entre les mains et sur la seule signature d'un agent habilité par le chef du service. Cet agent répartit les sommes encaissées par lui entre les fonctionnaires et agents intéressés, qui lui en donnent décharge ; la décharge est conservée par ledit agent.

« Si l'agent n'a pu procéder à la remise des fonds avant la fin du mois suivant celui au titre duquel les émoluments sont dus, il en reverse le montant à la caisse du comptable payeur, sur ordre de versement établi par l'ordonnateur, qui procède alors à des ordonnancements individuels au profit des intéressés.

« Par dérogation également aux dispositions du premier alinéa du présent article, le prix des services requis.... »

(La suite sans modification.)

« Article 37. —

« II. — Par exception aux dispositions du premier alinéa du paragraphe précédent, le paiement des dépenses peut être effectué par simple virement comportant inscription de la somme due aux créanciers au crédit de leur compte courant de chèques postaux, en banque ou au Trésor. Il donne lieu aux mesures ci-après :

« 1° Lorsque les comptes des créanciers sont ouverts chez un comptable du Trésor autorisé à recevoir les dépôts de fonds de particuliers, le comptable assignataire de la dépense porte ou fait porter les sommes dues au crédit des comptes des créanciers. Le comptable chargé de tenir le compte du bénéficiaire fait parvenir à ce dernier l'avis de crédit le concernant. Le comptable assignataire de la dépense porte sur les titres de paiement une mention de référence aux écritures constatées pour réaliser l'opération de virement ;

« 2° Lorsque les comptes des créanciers sont ouverts à la Banque d'Etat du Maroc ou dans une autre banque, le comptable fait parvenir à l'établissement intéressé les ordres de virement avec avis de crédit annexés, relevés sur un bordereau récapitulatif d'envoi et accompagnés d'un chèque à l'ordre de la banque. Cette dernière en accuse réception, retient les ordres de virement si les comptes sont ouverts dans ses écritures et les fait parvenir à ses succursales ou agences dans le cas contraire. Les comptes des bénéficiaires sont crédités et il leur est adressé par l'établissement intéressé, sa succursale ou agence, les avis de crédit les concernant. Le comptable porte sur les titres de paiement une mention de référence au chèque tiré par ses soins pour réaliser l'opération de virement ;

« 3° Lorsque les comptes des créanciers sont tenus par des centres de chèques postaux, le comptable fait parvenir au centre de chèques postaux de Rabat les ordres de virement avec avis de crédit annexés, relevés sur un bordereau récapitulatif d'envoi et accompagnés d'un chèque postal. Le centre de chèques postaux de Rabat en

accuse réception et, après inscription du montant du chèque postal au débit du compte du comptable, crédite ou fait créditer les comptes des bénéficiaires. Les centres de chèques postaux détenteurs des comptes crédités font parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires. Le comptable porte sur les titres de paiement une mention de référence aux chèques postaux tirés pour réaliser l'opération de virement.

« III. — Les taxes de virement établies par les règlements spéciaux sont à la charge des créanciers ; elles sont déduites du montant de l'ordonnance ou du mandat, lors de l'arrêté de la somme nette à virer, par le comptable public intéressé.

« IV. — Les dépenses publiques qui ne sont pas soumises à l'obligation du virement peuvent, si aucune disposition réglementaire ne s'y oppose, être payées par mandats-cartes postaux aux frais des créanciers et sur leur demande.

« Lorsque les paiements doivent être faits par mandats-cartes postaux, le comptable fait parvenir au centre de chèques postaux de Rabat les mandats-cartes relevés sur un bordereau récapitulatif d'envoi et accompagnés d'un chèque postal. Le centre de chèques postaux en accuse réception après inscription du montant du chèque postal et du montant total des taxes au débit du compte du comptable. Ce dernier porte sur les titres de paiement une mention de référence au chèque postal tiré pour réaliser les paiements par mandats-cartes.

« V. — Le règlement par virement de compte ou par mandat-carte postal est réalisé sans que les créanciers aient à se déplacer ni à donner personnellement quittance. Les titres de paiement, revêtus des mentions relatives au virement ou au règlement par mandat-carte postal, apposées par le comptable assignataire de la dépense dans les conditions qui précèdent et accompagnées, lorsqu'il y a lieu, des pièces justificatives de l'ordonnement constituent la décharge de ce comptable. »

« Article 40. — Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par le Trésor chérifien, toutes significations de cessions ou de transports desdites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent être faites, à peine de nullité, entre les mains du comptable sur la caisse duquel le paiement est ordonné. Aucune de ces notifications ne peut avoir d'effet en ce qui concerne la somme portée à l'ordonnance ou au mandat si elle intervient après que le comptable a revêtu le titre de paiement de la mention « vu bon à payer » ou de la certification de virement ou de règlement par mandat-carte postal. »

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Le ministre des finances
et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHÉ.

Dahir du 30 août 1949 (5 kaada 1368) complétant le dahir du 12 juillet 1948 (5 ramadan 1367) approuvant un nouveau cahier des charges et conditions générales à imposer aux cessionnaires de lots domaniaux urbains.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article unique du dahir du 12 juillet 1948 (5 ramadan 1367) approuvant un nouveau cahier des charges et con-

dition générales à imposer aux cessionnaires de lots domaniaux urbains est complété ainsi qu'il suit :

« Article unique. — »

« A dater de la promulgation du présent dahir, les lots disponibles dans les lotissements domaniaux dont la création et la cession ont été précédemment autorisées, seront mis en vente selon les conditions de ce cahier des charges. »

ART. 2. — L'article 2 du cahier des charges annexé au dahir susvisé du 12 juillet 1948 (5 ramadan 1367) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 2. — »

« En cas de contradiction entre les clauses et conditions générales et les clauses et dispositions particulières, ces dernières prévaudront. »

Fait à Rabat, le 5 kaada 1368 (30 août 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Dahir du 1^{er} septembre 1949 (7 kaada 1368) instituant un droit de timbre sur la carte frontalière relative au passage de la frontière algéro-marocaine.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} décembre 1949, la carte frontalière instituée pour le passage de la frontière algéro-marocaine sera assujettie à un droit de timbre de cent francs (100 fr.) pour la durée de sa validité qui est d'une année.

Le même droit de timbre de cent francs (100 fr.) sera perçu à l'occasion de chaque renouvellement pour une durée d'un an.

Fait à Rabat, le 7 kaada 1368 (1^{er} septembre 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 12 septembre 1949 (18 kaada 1368) complétant l'arrêté viziriel du 13 avril 1949 (14 jourmada II 1368) fixant, pour l'année 1949, les taux et modalités d'attribution des ristournes d'intérêts prévues par le dahir du 11 juillet 1948 (4 ramadan 1367) destiné à faciliter la reprise des constructions privées.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 11 juillet 1948 (4 ramadan 1367) destiné à faciliter la reprise des constructions privées ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 avril 1949 (14 jourmada II 1368) fixant, pour l'année 1949, les taux et modalités d'attribution des ristournes d'intérêts prévues par le dahir du 11 juillet 1948 (4 ramadan 1367) destiné à faciliter la reprise des constructions privées,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté viziriel susvisé du 13 avril 1949 (14 jourmada II 1368) est complété par un article 5 bis ainsi conçu :

« Article 5 bis. — Les personnes physiques ou morales contractant un emprunt en vue de l'édification d'immeubles à usage locatif, dont le taux de location ne sera pas supérieur jusqu'au 1^{er} avril 1953 à un maximum fixé par le directeur des finances, peuvent bénéficier de ristournes d'intérêts.

« Ces ristournes sont fixées à 5 % pour la période prenant fin le 1^{er} avril 1953 ; elles seront ramenées à 2 % à compter de cette date.

« En cas d'augmentation du taux de location au delà du maximum autorisé, les ristournes d'intérêts seront supprimées de plein droit. »

ART. 2. — L'article 8 de l'arrêté viziriel précité du 13 avril 1949 (14 jourmada II 1368) est modifié comme suit :

« Article 8. — Les ristournes d'intérêts accordées dans les conditions visées aux articles 2, 4, 5 et 5 bis ci-dessus..... »

(La suite sans modification).

Fait à Rabat, le 18 kaada 1368 (12 septembre 1949)

MOHAMMED EL HAJOUJ,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 27 août 1949 (2 kaada 1368) abrogeant le dahir du 9 février 1943 (4 safar 1362) portant réglementation des ventes de meubles entre particuliers.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le dahir du 9 février 1943 (4 safar 1362) portant réglementation des ventes de meubles entre particuliers est abrogé.

Fait à Rabat, le 2 kaada 1368 (27 août 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Distraction du régime forestier d'une parcelle de terrain de la forêt domaniale de Boulhaut (Casablanca).

Par dahir du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) a été déclarée d'utilité publique la distraction du régime forestier d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de 16 hectares, faisant partie de la forêt domaniale de Boulhaut (Casablanca) et limitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original dudit dahir, en vue de la remise de cette parcelle à l'État chérifien pour la construction d'un préventorium.

Construction de logements pour agents des services publics (Rabat).

Par arrêté viziriel du 23 août 1949 (28 chaoual 1368) a été déclarée d'utilité publique l'extension du périmètre destiné à la construction de logements pour agents des services publics à Rabat.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain située à Rabat-Aviation, telle qu'elle est désignée au tableau ci-dessous et figurée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original dudit arrêté :

NUMÉRO d'ordre	NATURE DE LA PROPRIÉTÉ	SUPERFICIE approximative	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS
1	Parcelle de terrain bâtie non immatriculée.	1.545 mètres carrés.	M. Pinto Albert, hôtel du Midi, à Rabat-médina, et M. Gomel Elie, 9, rue de Bordeaux, à Rabat.

Le délai pendant lequel cette parcelle restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Construction d'une école au quartier Racine-Extension à Casablanca.

Par arrêté viziriel du 27 août 1949 (2 kaada 1368) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction d'une école au quartier Racine-Extension à Casablanca.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation une parcelle de terrain d'une superficie approximative de 2.050 mètres carrés constituant la propriété dite « Ghisrob », titre foncier n° 31449 C.

Le délai pendant lequel cet immeuble restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

« Au delà de 5.000 francs, 120 francs plus 10 francs par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs.

« 5° Vacation d'un membre du tribunal en transport sur les lieux pour enquête, délimitation de terrain et prestation de serment, par journée : 400 francs ;

« 6° Vacation de rekkas du tribunal, pour une fraction de journée de six heures : 50 francs ;

« 7° Frais de transport d'un membre du tribunal, par journée : 200 francs. »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 9 kaada 1368 (3 septembre 1949).

MOHAMMED EL HAJOU,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Construction de logements pour le personnel de l'administration des douanes (Taza).

Par arrêté viziriel du 27 août 1949 (2 kaada 1368) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction, à Sakka (Taza), de logements pour le personnel de l'administration des douanes.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation une parcelle de terrain nu, d'une superficie approximative de deux hectares (2 ha.), telle qu'elle est délimitée par un liséré rouge au croquis annexé à l'original dudit arrêté et présumée appartenir à la collectivité de la tribu des Beni Bou Yahi.

Le délai pendant lequel cet immeuble restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Cession d'une parcelle du domaine municipal de Casablanca.

Par arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) a été approuvée la délibération de la commission municipale de Casablanca du 28 décembre 1948 autorisant la cession gratuite par la ville à l'Etat chrétien, d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de six mille trente-sept mètres carrés (6.037 mq.) environ, sise au quartier de la T.-S.-F., telle qu'elle est figurée par une teinte bleue sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) fixant les tarifs des actes et des frais de justice devant les tribunaux coutumiers.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 avril 1928 (25 chaoual 1346) portant classement des tribus de coutume berbère et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 16 mai 1930 (17 hija 1348) réglant le fonctionnement de la justice dans les tribus de coutume berbère non pourvues de mahakmas pour l'application du Chrâa et, notamment, son article 8 ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 avril 1934 (23 hija 1352) réglant la compétence, la procédure, l'organisation et le fonctionnement des tribunaux coutumiers, les textes qui l'ont modifié ou complété et, notamment, l'arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) fixant les tarifs des actes et des frais de justice devant les tribunaux coutumiers est modifié ainsi qu'il suit :

« 1° Enrôlement des instances

Délimitation de terres collectives.

Dossier n° 291.

Par arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) a été ordonnée la délimitation des huit immeubles collectifs dénommés :

« Bled Jemaâ des Aït Messaoud » (200 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ Fertaha » (200 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ des Aït Chaïb » (200 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ des Aït Telt » (500 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ des Aït Iberraken I » (500 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ des Aït Iberraken II » (500 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ des Aït Krad » (300 ha. environ) ;

« Bled Jemaâ des Aït Daoud ou Moussa » (400 ha. environ),

situés sur le territoire de la tribu Semguet (annexe de Kasba-Tadla).

La commission de délimitation se réunira au bureau de l'annexe de Kasba-Tadla, le 17 janvier 1950, à 8 heures, à l'effet de procéder aux opérations.

Installation d'une carrière, aux abords du pont sur l'oued Ykem, pour l'approvisionnement en matériaux des chantiers de construction et d'amélioration des routes.

Par arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) a été déclarée d'utilité publique l'installation, aux abords du pont de l'oued Ykem, d'une carrière pour l'approvisionnement en matériaux des chantiers de construction et d'amélioration des routes.

En conséquence, a été frappée d'expropriation la parcelle de terrain figurée par une teinte rose sur le plan au 1/1.000^e annexé à l'original dudit arrêté et désignée au tableau ci-après :

DESIGNATION DE LA PARCELLE	NOM du propriétaire présumé	LIEU DE RÉSIDENCE	NATURE DU TERRAIN	SUPERFICIE
3 ^e parcelle du T.F. n° 1956 R., dite « Pont-Ville ».	M. Bendayan Charles.	Casablanca, 12, boulevard de Paris.	Rocailleux.	3 h. 09 a. 20 ca.

L'urgence a été prononcée.

Le délai pendant lequel la propriété désignée au tableau ci-dessus pourra rester sous le coup de l'expropriation a été fixé à deux ans.

Délimitation des dunes de l'oued Tensift (contrôle civil de Mogador).

Par arrêté viziriel du 12 septembre 1949 (18 kaada 1368) ont été homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341), les opérations de délimitation des dunes de l'oued Tensift, situées sur le territoire du contrôle civil de Mogador, telles que ces opérations résultent du procès-verbal établi par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 du dahir précité.

A été, en conséquence, définitivement classé dans le domaine forestier de l'Etat, l'immeuble dit « Dunes de l'oued Tensift », d'une superficie de 1.781 hectares.

Sous réserve qu'ils soient exercés conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement, le droit gratuit et permanent de cueillette de roseaux, le droit temporaire de passage pour eux et leurs troupeaux, ainsi que la culture des fonds de dunes ont été reconnus aux Marocains des tribus riveraines désignées à l'arrêté viziriel du 18 janvier 1940 (8 hija 1358) ordonnant la délimitation des dunes de l'oued Tensift et fixant la date d'ouverture des opérations au 6 mai 1940.

**Arrêté résidentiel du 4 octobre 1949
relatif à la réunion des conseils de révision :**

- 1° De la classe 1950 (Français de souche européenne, Français musulmans d'Algérie nés en 1930) ;
- 2° Des ajournés de la classe 1949 (Français de souche européenne, Français musulmans d'Algérie) ;
- 3° Des ajournés de la classe 1948 (Français de souche européenne, Français musulmans d'Algérie) pour lesquels le conseil de révision devra prendre une décision définitive ;
- 4° Des jeunes gens des classes 1946, 1947 et 1948, omis de leur classe de recrutement, inscrits sur les tableaux complémentaires de la classe 1948 et déclarés ajournés à un nouvel examen par le conseil de révision complémentaire de la classe 1948 ;
- 5° Des Tunisiens musulmans nés en 1929 et recensés avec la classe 1950.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,**

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'arrêté du ministre de la défense nationale du 13 août 1949 (J.O. n° 198, des 22 et 23 août 1949, p. 8396),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans les régions ou territoires civils et militaires de la zone française du Maroc, indiqués au tableau ci-après, un conseil de révision composé comme suit :

Le chef de la région ou du territoire ou son suppléant, président ;

Deux notables français désignés par le chef de la région, membres civils ;

Un officier supérieur désigné par le général commandant supérieur des troupes du Maroc, membre militaire.

Les membres du conseil de révision seront convoqués pour l'heure du conseil de révision.

Les médecins devant assister le conseil de révision ou composer éventuellement la commission médicale seront désignés confidentiellement par le général commandant supérieur des troupes du Maroc. Les décisions qui désigneront ces médecins ne seront pas publiées.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de la loi du 22 janvier 1931 et de l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935, une commission médicale composée de trois médecins sera chargée, avant la réunion publique du conseil de révision et le même jour, de l'examen préalable des jeunes gens qui en feraient la demande.

Toutefois, il ne sera constitué de commission médicale qu'à Rabat, Casablanca, Marrakech, Meknès, Fès et Oujda.

ART. 3. — Les jeunes gens seront convoqués en personne devant le conseil de révision siégeant soit dans la localité la plus rapprochée de leur résidence, soit dans celle que les moyens de communication leur permettront d'atteindre plus facilement. Cette localité pourra se trouver dans la région de résidence des intéressés ou dans une région voisine.

Toutefois, les jeunes gens résidant à plus de 50 kilomètres du lieu de réunion d'un conseil de révision seront visités en présence soit du contrôleur civil, soit du chef du bureau des affaires indigènes par un médecin militaire désigné, sur la demande de l'autorité intéressée, par le général commandant la division ou la subdivision.

Le compte rendu de ces visites qui sera adressé avant le 1^{er} décembre 1949 directement au commandant du bureau de recrutement de Rabat, pour homologation par le conseil de révision à la séance de clôture du 15 décembre 1949, devra indiquer pour chaque intéressé et en vue de l'établissement de la fiche médicale prévue par l'instruction du 25 février 1935 (J.O. du 25 février 1935, p. 2465) :

1° Les caractéristiques physiques (taille, poids, périmètre thoracique, indice de robusticité, vision, audition) ;

2° Les antécédents héréditaires et personnels ;

3° Les tares, infirmités ou défauts divers constatés ;

4° Les propositions concernant l'aptitude au service et l'inaptitude à différents armes ou à différents services.

Les dispositions prévues pour les « bons en observation » au moment de leur incorporation, pourront être prises à l'égard des jeunes gens visités par l'autorité locale.

Le tableau ci-après indique les lieux, dates et heures des séances du conseil de révision :

LIEU DE RÉUNION	DATES DES SÉANCES	HEURES de commencement de l'examen de la commission médicale	HEURES de commencement de la séance du conseil de révision
Rabat	Mardi 18 octobre 1949	8 h. 15	8 h. 30
Oued-Zem	Jeudi 20 octobre 1949		10 heures
Marrakech	Samedi 22 octobre 1949	8 heures	8 h. 15
Marrakech	Lundi 24 octobre 1949		8 heures
Agadir	Mercredi 26 octobre 1949		8 heures
Mogador	Jeudi 27 octobre 1949		8 heures
Safi	Vendredi 28 octobre 1949		8 heures
Mazagan	Samedi 29 octobre 1949		8 heures
Casablanca	Jeudi 3 novembre 1949	8 h. 45	9 heures
Casablanca	Vendredi 4 novembre 1949		8 heures
Port-Lyautey ..	Lundi 7 novembre 1949		8 heures
Petitjean	Mardi 8 novembre 1949		14 heures
Meknès	Mercredi 9 novembre 1949	8 heures	8 h. 15
El-Hajeb	Jeudi 10 novembre 1949		15 heures
Ifrane	Samedi 12 novembre 1949		10 heures
Fès	Lundi 14 novembre 1949	8 h. 15	8 h. 30
Taza	Mardi 15 novembre 1949		8 h. 30
Oujda	Mercredi 16 novembre 1949	8 h. 15	8 h. 30
Berkane	Jeudi 17 novembre 1949		8 heures
Séance de clôture à Rabat.	Jeudi 15 décembre 1949		8 heures

Un représentant des services municipaux (ou de l'autorité locale) devra assister à la séance du conseil de révision pour donner tous renseignements complémentaires demandés par le président sur les conscrits. Ce représentant sera, sauf empêchement, le fonctionnaire qui a établi le tableau de recensement.

ART. 4. — Les jeunes gens désireux d'obtenir un sursis d'incorporation dans les conditions fixées par les articles 22 et 23 de la loi de recrutement (présence sous les drapeaux d'un frère accomplissant la durée légale du service actif, soutien de famille, études, apprentissage, exploitation agricole, commerciale ou industrielle, résidence à l'étranger), doivent adresser une demande accompagnée des pièces justificatives à l'autorité municipale de leur résidence qui donne son avis et les envoie au chef de région, pour être transmises au conseil de révision qui statue.

ART. 5. — L'ordre de présentation devant le conseil de révision sera le suivant :

- 1° Jeunes gens français de souche européenne ;
- 2° Jeunes gens français appartenant à un autre bureau de recrutement que celui du Maroc, autorisés à se faire visiter au Maroc ;
- 3° Jeunes gens français musulmans d'Algérie ;
- 4° Ajourrés des classes antérieures ;
- 5° Tunisiens musulmans.

ART. 6. — Les jeunes gens atteints de maladies ou infirmités devront se munir de pièces médicales originales (certificats, ordonnances du médecin traitant, etc.) ou de copies de ces pièces certifiées conformes par l'autorité municipale ou de contrôle.

ART. 7. — Tout intéressé qui ne se présentera pas, en temps utile, devant le conseil de révision compétent devra se rendre à ses frais à la séance de clôture qui aura lieu le 15 décembre 1949, à Rabat, ou, à défaut, sera déclaré « bon absent » et effectuera quinze jours de service supplémentaire.

ART. 8. — Les chefs de région ou de territoire sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions seront portées par leurs soins à la connaissance du public par des insertions dans la presse et des avis affichés aux portes des services municipaux, des bureaux de contrôle et casernes de gendarmerie.

Rabat, le 4 octobre 1949.

A. JUN.

Instruction résidentielle du 4 octobre 1949 pour l'application de l'arrêté résidentiel du 4 octobre 1949 relatif à la réunion des conseils de révision.

Les autorités chargées de l'application de l'arrêté résidentiel du 4 octobre 1949 relatif à la réunion des conseils de révision devront se conformer aux prescriptions suivantes :

1° Convocation des jeunes gens recensés.

Les jeunes gens seront convoqués au lieu de réunion trente minutes avant l'heure fixée pour la séance du conseil de révision.

L'ordre de convocation du modèle 13 de l'instruction du 4 décembre 1935 sera complété par la mention suivante :

« En cas de non-présentation non excusée, l'intéressé sera appelé sous les drapeaux quinze jours avant la date normale de sa classe » (art. 19 de la loi de recrutement). »

2° Police des séances et opérations de révision.

La police des séances de la commission médicale sera assurée par un gradé de la gendarmerie assisté de quatre ou cinq gendarmes convoqués par le chef de la région ou du territoire (ou de l'autorité locale de contrôle).

Le délai prévu au paragraphe 1° sera employé par le commandant de recrutement pour donner aux conscrits tous renseignements utiles, leur distribuer la fiche individuelle à utiliser pour la pesée et la mensuration.

Il est expressément recommandé aux jeunes gens de prendre leurs dispositions pour se trouver à l'heure fixée au lieu des opérations.

3° Sursis d'incorporation.

Les sursis d'incorporation (première attribution) seront accordés aux jeunes gens de la classe 1950 et aux ajourrés des classes précédentes, déclarés aptes au service militaire, dans les conditions fixées par les articles 22 et 23 de la loi du 31 mars 1928. Les jeunes gens désireux de bénéficier d'un sursis d'incorporation seront invités à se conformer aux indications qui leur seront données à cet égard par les autorités locales. Afin d'éviter toute contestation ultérieure, les demandes de sursis d'incorporation devront être soigneusement datées et les autorités locales remettront aux intéressés un accusé de réception de leur demande.

L'attention des jeunes gens sera spécialement attirée sur le fait que le conseil de révision est seul habilité à accorder des sursis d'incorporation et que, dans ces conditions, les intéressés doivent établir leur demande avant la clôture des opérations de révision, quelle que soit la date de leur naissance, leur lieu de recensement ou les modalités d'incorporation d'une classe précédente.

Conformément aux prescriptions du 5° modificatif n° 5838 RS/I du 30 avril 1947 à l'instruction du 4 décembre 1935, les demandes de sursis devront être accompagnées d'un certificat délivré par le commandant d'unité (cadre du service prémilitaire) à laquelle appartiennent les jeunes gens, établissant que les intéressés sont en situation régulière vis-à-vis du service prémilitaire.

Sont dispensés de fournir ce certificat :

- 1° Les jeunes gens en résidence à l'étranger ;
- 2° Ceux qui résident dans les colonies ou pays de protectorat s'il n'y existe aucune formation prémilitaire.

Les jeunes gens visés aux deux paragraphes précédents doivent produire une attestation du consul ou du gouverneur de la colonie ;

3° Les jeunes gens produisant un certificat médical constatant qu'ils sont inaptes ou ajourrés au service prémilitaire.

4° Situation des fils d'étrangers et des Français disposant de la faculté de répudiation de la nationalité française

L'attention des autorités administratives est attirée sur le cas des jeunes gens visés à l'article 12 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. Les fils d'étrangers, nés en France, postérieurement au 3 janvier 1928, les Français, sauf faculté de répudiation, nés postérieurement à cette même date, n'ayant pas atteint, lors du recensement de la classe 1950, l'âge auquel ils pouvaient décliner ou répudier la nationalité française, n'ont du être recensés que sur leur demande.

Il appartiendra donc au président du conseil de révision de leur rappeler que le fait pour eux de participer sans opposer leur extranéité aux opérations de recrutement de l'armée avant d'avoir atteint

l'âge de vingt ans et six mois, leur fait perdre la faculté de décliner ou de répudier la nationalité dans les six mois qui précèdent leur majorité et leur fait acquérir la nationalité française à titre définitif à l'âge de vingt et un ans. En conséquence, il y aura lieu de leur demander s'ils désirent maintenir leur inscription sur les tableaux de recensement.

Par ailleurs, la participation aux opérations de recrutement des jeunes gens visés ci-dessus, devant être pleine et entière, ces derniers, même s'ils ont été inscrits sur leur demande sur les tableaux de recensement de la classe 1950, devront en être rayés s'ils ne se présentent pas devant le conseil de révision. Ils ne devront, en aucun cas, faire l'objet de la décision « bon absent, service armé ».

5° Certificats de maladies ou d'infirmités.

Les pièces médicales présentées par les intéressés et utilisées par le conseil de révision seront immédiatement versées au dossier médical prévu pour chaque conscrit par la loi de finances du 28 février 1933 (art. 72, paragr. 3) qui a fait l'objet du règlement d'administration publique du 23 février 1935 et de l'instruction d'application du 25 février 1935 (J.O. du 26 février 1935, p. 2406).

Rabat, le 4 octobre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Autorisations d'exercer accordées à des architectes.

Par arrêtés du secrétaire général du Protectorat du 23 septembre 1949 ont été autorisés, après avis du conseil supérieur de l'ordre, à exercer la profession d'architecte (circonscription du Sud, conseil régional de Casablanca) : MM. Gambino Benedetto, Manuguerra Paul et Privitera Giuseppe, à Casablanca.

Constitution d'une coopérative de motoculture à Taourirt.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 29 septembre 1949 a été autorisée la constitution de la Société coopérative de motoculture de Taourirt (région d'Oujda).

Arrêté du directeur des finances du 15 septembre 1949 relatif à la garantie d'avances consenties en vue de l'achat de viandes étrangères ou de la congélation de viandes au Maroc.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu le dahir du 28 juin 1942 accordant la garantie de l'Etat chérifien pour le remboursement des avances consenties à des entreprises industrielles et commerciales en vue de la congélation des viandes au Maroc ;

Vu l'arrêté du directeur des finances du 27 avril 1948 relatif à la garantie d'avances consenties en vue de l'achat de viandes étrangères ou de la congélation de viandes au Maroc ;

Après avis du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'Etat chérifien garantit, jusqu'au 31 mars 1950 et dans la limite du prix d'achat (intérêts et frais compris) de six cents tonnes (600 t.) de viande, le remboursement des avances qui seront consenties pendant la campagne 1949-1950 par des établissements de crédit à la Compagnie frigorifique du Maroc et qui seront appliquées à la congélation, l'entreposage et la distribution aux parties prenantes des viandes faisant l'objet de marchés intervenus entre l'administration du Protectorat, d'une part, et des fournisseurs de viande en cheville ou des vendeurs étrangers, d'autre part.

ART. 2. — Les crédits consentis ne pourront bénéficier de la garantie de l'Etat qu'après notification de leur ouverture au directeur des finances par les établissements de crédit intéressés qui notifieront également au directeur des finances l'événement qui mettra fin à la garantie donnée par l'Etat.

ART. 3. — L'arrêté du directeur des finances susvisé du 27 avril 1948 est abrogé.

Rabat, le 15 septembre 1949.

FOURMON.

RÉGIME DES EAUX

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 23 septembre 1949 une enquête publique est ouverte du 10 au 21 octobre 1949, dans la circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue, sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits au profit de M. Fabrer Paul, colon à l'Oasis.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue, à Meknès.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes : M. Fabrer Paul, colon à l'Oasis, est autorisé à prélever par pompage dans un puits un débit continu de 5 l.-s., pour l'irrigation de la propriété dite « Gilberte et Gérard », T.F. n° 5792 K., sise à l'Oasis.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

*
*
*

Par arrêté du directeur des travaux publics du 24 septembre 1949 une enquête publique est ouverte du 10 au 19 octobre 1949, dans la circonscription de contrôle civil de Berrechid, sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits au profit de M. Pello Jean, colon à Dar-Caïd.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Berrechid, à Berrechid.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes : M. Pello Jean, colon à Dar-Caïd, est autorisé à prélever par pompage dans un puits un débit continu de 10 l.-s., pour l'irrigation de la propriété dite « Sidi Abderrahman », T.F. n° 6428 D., située au P.K. 13 de la route n° 103 de l'Aïn-Saïerni à Berrechid.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

*
*
*

Par arrêté du directeur des travaux publics du 24 septembre 1949 une enquête publique est ouverte du 17 octobre au 19 novembre 1949, dans le cercle de Taza, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Innaouène au profit de M. Fournier, colon à l'Oued-Amlil.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Taza.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes : M. Fournier, colon à l'Oued-Amlil, est autorisé à prélever par pompage dans l'oued Innaouène un débit continu de 8 l.-s., pour l'irrigation de la propriété dite « Sidi-Aïssa », T.F. n°s 2013 E. et 1803 F., sise sur la rive droite de l'oued Innaouène.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

*
*
*

Par arrêté du directeur des travaux publics du 24 septembre 1949 une enquête publique est ouverte du 10 octobre au 12 novembre 1949, dans le territoire de Meknès, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Mikkès au profit de M. Danan Raphaël, colon à Oued-Mikkès.

Le dossier est déposé dans les bureaux du territoire de Meknès.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes : M. Danan Raphaël, colon à Oued-Mikkès, est autorisé à prélever par pompage dans l'oued Mikkès un débit continu de 21 l.-s., pour l'irrigation de la propriété dite « Bled Sidi Amara », T.F. n° 3259 K., sise à Oued-Mikkès.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 15 septembre 1949 rendant libre la vente des bicyclettes et des vélomoteurs.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS,

Vu l'arrêté résidentiel du 10 février 1941 relatif à la déclaration et à l'utilisation des stocks des produits, matières et denrées relevant du contrôle de la direction des communications, de la production industrielle et du travail ;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 juin 1947 modifiant la réglementation de la vente des bicyclettes et des vélomoteurs,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté directorial susvisé du 7 juin 1947 réglementant la vente des bicyclettes et vélomoteurs est abrogé.

Rabat, le 15 septembre 1949.

*Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,*

Le directeur délégué,

FÉLICI.

Service postal à Semrir et Ain-Cheggag.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 21 septembre 1949 les transformations suivantes sont réalisées à compter du 1^{er} octobre 1949 :

1^o Poste de correspondant postal de Semrir (territoire d'Ouarzazate) en agence postale de 2^o catégorie participant aux services postal et des mandats ;

2^o Agence postale de 2^o catégorie d'Ain-Cheggag (région de Fès) en agence de 1^{re} catégorie participant aux services postal, télégraphique, téléphonique et des mandats.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES PARTICULIERS.

CORPS DU CONTRÔLE CIVIL.

Arrêté résidentiel du 13 septembre 1949 fixant la date des élections des représentants des agents du corps du contrôle civil au conseil d'administration de ce corps pour les délibérations relatives à l'avancement et à la discipline.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 31 juillet 1913 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 juin 1942 formant statut du corps du contrôle civil et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants des agents du corps du contrôle civil au conseil d'administration de ce corps pour les délibérations relatives à l'avancement et à la discipline, notamment l'article 12 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixée au 15 novembre 1949 l'élection des délégués des agents du corps du contrôle civil qui seront appelés à participer au conseil d'administration et, éventuellement, aux travaux de ce conseil en ce qui concerne la discipline, pendant les deux semestres de l'année 1950.

ART. 2. — Les agents qui désirent faire acte de candidature à ces élections devront se faire connaître à la direction de l'intérieur (inspection du corps du contrôle civil) avant le 1^{er} novembre 1949.

La liste des candidats, arrêtée par la commission de dépouillement, sera publiée au *Bulletin officiel* du 4 novembre 1949.

ART. 3. — Le dépouillement des votes aura lieu le 23 novembre 1949 dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 1^{er} décembre 1947.

Rabat, le 13 septembre 1949.

A. JUIN.

JUSTICE FRANÇAISE

Arrêté viziriel du 23 septembre 1949 (30 kaada 1368) fixant les conditions d'accès à la classe exceptionnelle des commis du personnel des secrétariats-greffes en fonction dans les services extérieurs.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 27 novembre 1939 (15 chaoual 1358) formant statut du personnel des secrétariats-greffes des juridictions françaises, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 novembre 1948 (8 moharrem 1368) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 décembre 1948 (20 safar 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La classe exceptionnelle (indice 240), réservée aux commis principaux en fonction dans les services extérieurs des secrétariats-greffes des juridictions françaises, pourra être attribuée, après avis de la commission d'avancement et dans la limite de 10 % de l'effectif budgétaire, aux commis principaux de classe exceptionnelle (échelon après 3 ans) comptant, en cette qualité, une ancienneté minimum de trois ans.

ART. 2. — Le présent arrêté portera effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Rabat, le 30 kaada 1368 (23 septembre 1949).

Le naïb du Grand Vizir,

AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 23 septembre 1949 fixant la composition de la commission de classement pour l'incorporation de certains agents des municipalités dans les cadres des employés et agents publics et des sous-agents publics.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires ;

Vu les arrêtés viziriels du 25 juin 1946 portant création d'un cadre d'employés et agents publics ;

Vu les arrêtés du directeur de l'intérieur du 19 février 1948 portant classification des emplois d'agent public et de sous-agent public propres à la direction de l'intérieur, particuliers aux municipalités ;

Vu l'arrêté du directeur de l'intérieur du 15 mars 1948 fixant la composition de la commission de classement pour l'incorporation de certains agents des municipalités dans les cadres des employés et agents publics et des sous-agents publics ;

Vu la circulaire n° 42 S.P. du 22 juin 1949 relative à l'application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de classement pour l'incorporation de certains agents des municipalités dans les cadres des employés et agents publics et des sous-agents publics est fixée ainsi qu'il suit :

Le directeur de l'intérieur ou son délégué, président ;

Le chef du service du contrôle des municipalités ou son délégué ;

Un chef des services municipaux désigné par le directeur de l'intérieur ;

Un chef des travaux municipaux désigné par le directeur de l'intérieur ;

Un représentant de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre ;

Deux représentants de chaque catégorie du cadre des employés et agents publics ;

Un représentant de la Fédération marocaine des syndicats de fonctionnaires ;

Un représentant de l'Union fédérale des fonctionnaires du Maroc ;

Un représentant du comité interfédéral « Force ouvrière ».

Ces trois derniers membres de la commission représenteront en outre toutes les catégories du cadre des sous-agents.

ART. 2. — L'arrêté susvisé du 15 mars 1948 est rapporté.

Rabat, le 23 septembre 1949.

VALLAT.

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté viziriel du 23 septembre 1949 (30 kaada 1368) modifiant les arrêtés viziriels des 29 mars 1949 (28 joumada I 1368) et 19 avril 1949 (20 joumada II 1368) fixant les traitements et les conditions d'intégration de certains fonctionnaires de la direction des finances (cadres extérieurs) et de la trésorerie générale.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 29 mars 1949 (28 joumada I 1368) fixant les traitements et les conditions d'intégration de certains fonctionnaires de la direction des finances (cadres extérieurs) et de la trésorerie générale ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 avril 1949 (20 joumada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel des cadres extérieurs de la direction des finances à compter du 1^{er} janvier 1949 ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 avril 1949 (20 joumada II 1368) fixant les nouveaux traitements des personnels de la trésorerie générale à compter du 1^{er} janvier 1949 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 29 mars 1949 (28 joumada I 1368) est complété ainsi qu'il suit :

« Ils prendront rang respectivement dans les 3^e et 2^e échelons avec l'ancienneté acquise dans la classe de leur grade précédent. »

ART. 2. — Les agents désignés à l'article 3 susvisé recevront, à partir du 1^{er} janvier 1949, les traitements suivants :

	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	de 1948	traitements
	Francs	Francs
Commis de 2 ^e classe intégrés dans le 3 ^e échelon	157.000	175.000
Commis de 3 ^e classe intégrés dans le 2 ^e échelon et promus au 3 ^e échelon.		
Commis de 3 ^e classe intégrés dans le 2 ^e échelon	143.500	160.000

ART. 3. — Est abrogé l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 19 avril 1949 (20 joumada II 1368) fixant les nouveaux traitements des personnels de la trésorerie générale à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 30 kaada 1368 (23 septembre 1949).

Le naib du Grand Vizir,

AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté viziriel du 26 septembre 1949 (3 hja 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 28 mars 1949 (27 joumada I 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics à compter du 1^{er} janvier 1949.

LE GRAND VIZIR,

Vu les arrêtés viziriels des 28 janvier 1949 (28 rebia I 1368) et 28 mars 1949 (27 joumada I 1368) fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics à compter du 1^{er} janvier 1948 et du 1^{er} janvier 1949 ;

Vu le tableau n° 2 annexé à l'arrêté viziriel du 28 juin 1949 (1^{er} ramadan 1368) portant révision du classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 28 mars 1949 (27 joumada I 1368) est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 28 janvier 1949 (28 rebia I 1368) :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	INDICES	NOUVEAUX
	1948		traitements
	Francs		Francs
Sous-ingénieurs des travaux publics :			
Classe exceptionnelle (1)	433.500	420	499.000
(La suite sans modification.)			
Adjoints techniques des travaux publics :			
Principaux :			
Classe exceptionnelle (1)	»	360	406.000
1 ^{re} classe	335.000	340	390.000
2 ^e classe	312.000	318	362.000
3 ^e classe	294.000	296	338.000
4 ^e classe	276.000	274	314.000
Adjoints techniques :			
1 ^{re} classe	257.000	252	289.000
2 ^e classe	235.000	230	263.000
3 ^e classe	219.000	208	240.000
4 ^e classe	196.000	185	213.000
(La suite sans modification.)			

(1) Classes exceptionnelles réservées à 10 % de l'effectif total de chacun des cadres des sous-ingénieurs et des adjoints techniques des travaux publics.

« Les nominations à la classe exceptionnelle de sous-ingénieur et d'adjoint technique des travaux publics, dans la limite de 10 % de l'effectif total de chacun de ces deux cadres, sont prononcées par le directeur des travaux publics, après avis de la commission d'avancement. »

Fait à Rabat, le 3 hiza 1368 (26 septembre 1949).

Le natb du Grand Vizir,

AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 octobre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté du directeur des travaux publics du 28 septembre 1949 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction des travaux publics dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement, modifié et complété par l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel de la direction des travaux publics dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement de ce personnel aura lieu le 5 décembre 1949.

ART. 2. — Pour l'éligibilité et pour le vote, les fonctionnaires de la direction des travaux publics sont classés dans les corps et grades suivants, qui comportent le nombre de représentants désignés ci-après :

CORPS	GRADE	NOMBRE	NOMBRE
		de représentants titulaires	de représentants suppléants
Chefs de bureau de circonscription et d'arrondissement	Chefs de bureau de circonscription	1	1
Commis	Chefs de bureau d'arrondissement	1	1
Dames dactylographes et dames employées	Commis	2	2
Ingénieurs	Ingénieurs principaux ..	1	1
	Ingénieurs subdivisionnaires et ingénieurs adjoints	2	2
Sous-ingénieurs	Ingénieurs subdivisionnaires et ingénieurs adjoints	2	2
Adjoints techniques	Sous-ingénieurs	2	2
Agents techniques	Adjoints techniques	2	2
Conducteurs de chantier	Agents techniques	2	2
Inspecteurs d'aconage ..	Conducteurs de chantier ..	2	2
Inspecteurs d'aconage et officiers de port	Inspecteurs d'aconage ..	Néant	
	Capitaines de port	Néant.	
Lieutenants de port	Lieutenants de port	Néant.	
	Sous-lieutenants de port ..	1	1
Maîtres et maîtres adjoints de phare	Maîtres et maîtres adjoints de phare	1	1
	Employés et agents publics	2	2

ART. 3. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des corps indiqués ci-dessus. Ces listes comporteront obligatoirement, pour chacun des grades où elles entendent être représentées, autant de candidats que le grade comporte de représentants titulaires et suppléants.

Chaque liste mentionnera le candidat habilité à la représenter dans les opérations électorales.

Les listes de candidats, appuyées des demandes établies et signées par les candidats, devront être déposées à la direction des travaux publics le 7 novembre 1949 au plus tard.

Les listes seront publiées au Bulletin officiel du 18 novembre 1949.

ART. 4. — Le dépouillement des votes aura lieu le 13 décembre 1949.

La commission de dépouillement des votes sera composée de :

MM. Sonnier, sous-directeur ;

Viotte, ingénieur principal ;

Faggianelli, chef de bureau d'arrondissement principal.

Rabat, le 28 septembre 1949.

Pour le directeur des travaux publics
et par délégation,

L'ingénieur des ponts et chaussées,
ffon d'ingénieur en chef, directeur adjoint,

JEANDET.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS

Arrêté viziriel du 24 septembre 1949 (1^{er} hija 1368) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts et fixant les taux de certaines de ces indemnités, tel qu'il a été modifié et complété, notamment par l'arrêté viziriel du 27 août 1947 (10 chaoual 1366) ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mars 1946 (9 rebia II 1366) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique, tel qu'il a été modifié et complété, notamment par l'arrêté viziriel du 21 février 1949 (22 rebia II 1368),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 15 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) est modifié comme suit :

« Article 15. — Les personnes appelées à remplir occasionnellement des fonctions de chargés de cours, d'instructeurs ou de membres des commissions dans les écoles professionnelles maritimes reçoivent une indemnité horaire fixée à 150 francs pour les examinateurs, instructeurs et chargés de cours et 50 francs pour les assistants.

« Cette indemnité est payée mensuellement. »

ART. 2. — L'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) est complété comme suit :

« Article 15 bis. — Les cours professionnels maritimes assurés par le personnel d'enseignement technique sont rémunérés suivant les taux ci-après :

« Professeurs techniques titulaires des brevets de capitaine au long cours et officier mécanicien de 1^{re} classe : 16.700 francs l'heure-année ;

« Professeurs techniques titulaires des brevets de capitaine de la marine marchande, de lieutenant au long cours, d'officier mécanicien de 2^e classe : 14.600 francs l'heure-année ; autres personnels : 12.500 francs l'heure-année. »

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté auront effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 1^{er} hija 1368 (24 septembre 1949).

Le *naïb* du Grand Vizir,

AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 août 1949 portant réglementation des conditions du concours d'ingénieur géomètre adjoint stagiaire du service topographique.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 portant organisation du personnel du service topographique chérifien et, notamment, son article 11 ;

Vu le dahir et l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939 réglementant les conditions dans lesquelles les concours sont ouverts aux candidats marocains ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques ;

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} avril 1945 portant réorganisation de la direction des affaires économiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le concours pour l'emploi d'ingénieur géomètre adjoint stagiaire du service topographique est ouvert à toute époque où les nécessités du service l'exigent sous réserve que trois places au moins soient à pourvoir. Ce concours est accessible aux Français et aux Marocains.

ART. 2. — Un arrêté directorial fixe le nombre total des emplois mis au concours ainsi que le nombre de places réservées :

Aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 ;

Aux Marocains.

Cet arrêté est publié au moins deux mois à l'avance au *Bulletin officiel* du Protectorat et au *Journal officiel* de la République française si des centres d'examen sont ouverts hors du Maroc.

Le nombre total des emplois mis au concours peut être augmenté postérieurement à cette publication, mais seulement avant le commencement des épreuves, et en observant la procédure prévue au premier alinéa du présent article.

Nul ne peut se présenter plus de trois fois au concours.

ART. 3. — Le concours comprend exclusivement des épreuves écrites, en langue française, qui ont lieu en même temps dans les centres fixés par l'arrêté portant ouverture du concours.

Les candidats doivent demander leur inscription sur une liste ouverte à cet effet à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, division de la conservation foncière et du service topographique.

Cette liste est close un mois avant la date du concours.

ART. 4. — Nul ne peut prendre part au concours :

1^o S'il n'est Français, du sexe masculin, jouissant de ses droits civils, ou Marocain, âgé de plus de dix-huit ans ;

2^o S'il n'a satisfait aux dispositions de la loi sur le recrutement qui lui sont applicables et produit, dans ce cas, un état signalétique et des services militaires ;

3^o S'il a dépassé l'âge de trente ans au 1^{er} janvier de l'année du concours. La limite d'âge de trente ans peut être prolongée, pour les candidats ayant effectué du service militaire obligatoire ou assimilé, pour une période égale audit service, sans toutefois qu'elle puisse être reportée au delà de trente-cinq ans ;

4^o S'il n'est bachelier de l'enseignement secondaire ou titulaire du brevet supérieur. Toutefois, le diplôme d'études secondaires et le certificat d'études juridiques et administratives marocaines sont déclarés équivalents pour les candidats marocains ;

Sont déclarés équivalents au baccalauréat, les titres et grades permettant l'inscription dans une faculté, en vue de la licence^s sciences, tels qu'ils sont fixés par les règlements universitaires en vigueur.

Sont également admis à concourir, à titre provisoire, les titulaires du brevet d'enseignement industriel (spécialités : constructeurs, et topographie) délivré par l'École industrielle de Casablanca, et les titulaires du diplôme d'ingénieur topographe délivré par l'École spéciale des travaux publics à Paris.

ART. 5. — Les candidats qui n'appartiennent pas à l'administration doivent joindre à leur demande d'admission les pièces suivantes :

1^o Extrait d'acte de naissance sur papier timbré ;

2^o Certificat de bonne vie et mœurs, dûment légalisé, ayant moins de trois mois de date ;

3^o Extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ou, pour les candidats marocains, une pièce en tenant lieu ;

4^o Certificat médical, dûment légalisé, constatant leur aptitude à servir au Maroc dans l'emploi de topographe ;

5^o Etat signalétique et des services militaires ;

6° Original ou copie, certifiée conforme des diplômes ou des certificats exigés.

ART. 6. — Le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts arrête la liste des candidats admis à se présenter ainsi que la liste spéciale des candidats marocains autorisés par le Grand Vizir à faire acte de candidature et admis par lui à participer au concours au titre des emplois qui leur sont réservés.

Les intéressés sont informés de la décision prise à leur égard soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée.

ART. 7. — Les épreuves, toutes écrites, sont au nombre de sept, à savoir :

	Durée	Coefficient
1° Une rédaction sur un sujet d'ordre général	3 h.	3
2° Une composition d'algèbre et de géométrie	4 h.	4
3° Une composition de trigonométrie pouvant comporter du calcul logarithmique	3 h.	3
4° Une composition de topographie élémentaire	3 h.	1
5° Une composition de physique	2 h.	3
6° Une composition de cosmographie ..	2 h.	3
7° Rapport à l'échelle d'un croquis de levé de plan	4 h.	1
TOTAL des coefficients		18

ART. 8. — Le jury du concours est composé :

Du chef d'administration ou de son délégué, président ;

Du chef du service topographique ou de son suppléant ;

De deux ingénieurs topographes principaux ou ingénieurs topographes désignés, ainsi que, s'il y a lieu, le suppléant du chef du service topographique, par le chef d'administration.

Des correcteurs ou examinateurs, choisis dans les mêmes conditions et en raison de leur compétence particulière, peuvent être appelés individuellement ou collectivement par le président à se joindre au jury et à participer avec voix délibérative à ses opérations.

ART. 9. — Les conditions d'organisation et de la police du concours sont celles établies par l'arrêté directeur du 15 avril 1939 portant réglementation sur la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction des affaires économiques.

Les épreuves sont choisies par le chef d'administration ou son délégué.

ART. 10. — Les plis cachetés contenant les épreuves sont seuls ouverts par le président du jury et remis aux correcteurs.

Les membres du jury procèdent par la suite à l'examen des épreuves.

Il est alloué à chaque composition une note exprimée d'après une échelle de points variant de 0 à 20. Ces notes seront affectées des coefficients prévus à l'article 7.

La somme des produits ainsi obtenus forme le nombre total des points pour l'ensemble des épreuves écrites.

Le président du jury vérifie la notation et, en cas de divergence par suite de pluralité de notes sur une même épreuve, décide de la note définitive à accorder à chaque copie, puis il applique à ces notes les coefficients attribués suivant la réglementation en vigueur.

Nul ne peut entrer en ligne pour le classement s'il n'a obtenu un total d'au moins 216 points pour l'ensemble des compositions écrites.

La note 5 ou inférieure à l'une des épreuves est éliminatoire.

Les notes une fois arrêtées, le président du jury ouvre les enveloppes qui contiennent les bulletins individuels indiquant les noms des candidats et rapproche ces noms des devises et des numéros portés en tête des compositions annotées.

ART. 11. — Il est procédé de la manière suivante pour le classement définitif :

Trois listes A, B et C sont dressées par le jury, comprenant les noms des candidats ayant obtenu le minimum de 216 points et n'ayant pas eu de note éliminatoire.

Sur une liste A est inscrit un nombre de candidats égal au nombre des emplois mis au concours, les candidats étant classés d'après les points qu'ils ont obtenus à quelque catégorie qu'ils appartiennent ;

Sur une liste B sont inscrits les noms des candidats reconnus susceptibles de bénéficier des emplois réservés au titre du dahir du 11 octobre 1947 dans la limite des emplois qui leur sont réservés ;

Sur une liste C sont inscrits les noms des candidats marocains dans la limite du nombre des emplois à eux réservés au titre du dahir et de l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939. Dans le cas où certains de ces candidats pourraient se prévaloir du dahir du 11 octobre 1947, les intéressés sont appelés à remplacer les derniers candidats de cette liste dans la limite de la proportion réservée applicable à l'emploi considéré et calculée d'après le nombre d'emplois pouvant figurer sur la liste C.

Dans le cas où tous les candidats inscrits sur les listes B et C figureraient sur la liste A, celle-ci devient la liste définitive, chaque candidat conservant son numéro de classement ;

Dans le cas contraire, les candidats inscrits sur les listes B et C sont appelés à remplacer les derniers candidats de la liste A, de manière que la liste définitive comprenne, dans les conditions prévues ci-dessus, autant de candidats bénéficiaires des emplois réservés qu'il y a d'emplois réservés. Les bénéficiaires d'emplois réservés au titre du dahir du 11 octobre 1947 sont alors classés entre eux, conformément aux dispositions de ce texte.

La liste des candidats proposés par le jury sera communiquée sans délai au directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre. Le chef d'administration ne pourra pas arrêter la liste des candidats admis moins de quarante-huit heures après que le directeur de l'Office aura reçu cette communication.

Si les résultats du concours laissent disponible une partie des emplois réservés soit aux anciens combattants et victimes de la guerre, soit aux Marocains, ceux-ci sont attribués aux autres candidats classés en rang utile.

ART. 12. — Le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts arrête ensuite, par ordre de mérite, la liste des candidats admis définitivement.

ART. 13. — Il est pourvu aux emplois vacants suivant l'ordre de classement. Mais les candidats marocains admis définitivement peuvent être nommés dans les emplois qui leur ont été réservés sans qu'il soit tenu compte de cet ordre.

ART. 14. — Les candidats qui ne justifieront pas de la possession du certificat d'arabe dialectal marocain délivré par l'Institut des hautes études marocaines ou d'un diplôme équivalent ne pourront être titularisés, à la fin de leur stage, que s'ils ont obtenu ledit certificat ou s'ils ont subi avec succès un examen organisé par les soins de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

ART. 15. — Le programme des connaissances exigées pour ledit concours resté celui qui est annexé à l'arrêté directeur du 21 décembre 1940 (B.O. n° 1470) qui est, par ailleurs, abrogé, ainsi que l'arrêté directeur du 23 août 1946 (B.O. n° 1768) auquel le présent arrêté est substitué.

Rabat, le 14 août 1949.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 septembre 1949 modifiant et complétant l'arrêté directeur du 10 février 1948 portant réglementation de l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur géomètre adjoint.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 portant organisation du personnel du service topographique chérifien et, notamment, son article 11 ;

Vu l'arrêté directeur du 10 février 1948 portant réglementation de l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur géomètre adjoint,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté directorial susvisé du 10 février 1948 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. — L'examen professionnel pour l'admission des ingénieurs géomètres adjoints stagiaires au grade d'ingénieur géomètre adjoint est ouvert, à Rabat, chaque fois que les nécessités l'exigent, à la date fixée par décision du chef d'administration et sur la proposition du chef de la division de la conservation foncière et du service topographique.

« Cette date est portée par le chef de division à la connaissance du personnel. »

« Article 2. — Les épreuves sont subies devant une commission composée ainsi qu'il suit :

« Du chef d'administration ou de son délégué, président ;

« Du chef du service topographique ou de son suppléant ;

« Du conservateur général, chef du service de la propriété foncière, ou son suppléant ;

« De deux ingénieurs topographes principaux ou ingénieurs topographes désignés, ainsi que, s'il y a lieu, les suppléants des chefs de service, par le chef d'administration.

« Des correcteurs ou examinateurs, choisis dans les mêmes conditions et en raison de leur compétence particulière, peuvent être appelés individuellement ou collectivement par le président à se joindre au jury et à participer avec voix délibérative à ses opérations. »

« Article 4. — Sont admis à se présenter à l'examen les ingénieurs géomètres adjoints stagiaires qui peuvent justifier d'une ancienneté d'un an de services effectifs dans leur grade, à la date du concours.

« La liste des candidats est arrêtée par le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts. »

« Article 5. — Les ingénieurs géomètres adjoints stagiaires exécutent..... »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 8 septembre 1949.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 septembre 1949 modifiant et complétant l'arrêté directorial du 9 juin 1947 portant réglementation de l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur géomètre.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 portant organisation du personnel du service topographique chérifien et, notamment, son article 10 ;

Vu l'arrêté directorial du 9 juin 1947 portant réglementation de l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur géomètre,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté directorial susvisé du 9 juin 1947 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. — L'examen professionnel pour l'admission des ingénieurs géomètres adjoints de 1^{re} classe au grade d'ingénieur géomètre est ouvert chaque année, à Rabat, dans le courant du mois d'octobre, à la date fixée par décision du chef d'administration et sur la proposition du chef de la division de la conservation foncière et du service topographique.

« Un avis spécial porte cette date à la connaissance du personnel. »

« Article 2. — Les épreuves sont subies devant une commission composée ainsi qu'il suit :

« Du chef d'administration ou de son délégué, président ;

« Du chef du service topographique ou de son suppléant ;

« Du conservateur général, chef du service de la propriété foncière, ou son suppléant ;

« De deux ingénieurs topographes principaux ou ingénieurs topographes désignés, ainsi que, s'il y a lieu, les suppléants des chefs de service, par le chef d'administration.

« Des correcteurs ou examinateurs, choisis dans les mêmes conditions et en raison de leur compétence particulière, peuvent être appelés individuellement ou collectivement par le président à se joindre au jury et à participer avec voix délibérative à ses opérations. »

« A cette commission est adjoint, pour les interrogations sur la législation marocaine générale, un maître de conférences de droit au centre des études juridiques et administratives de Rabat. »

« Article 3. — Sont admis à se présenter à l'examen les ingénieurs géomètres adjoints de 1^{re} classe..... »

(La suite sans modification.)

« Article 4. — Les ingénieurs géomètres adjoints candidats au grade d'ingénieur géomètre exécutent..... »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 8 septembre 1949.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 12 septembre 1949 modifiant et complétant l'arrêté directorial du 24 juillet 1948 portant réglementation du concours de dessinateur-calculateur stagiaire du service topographique.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS P.I.,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 portant organisation du personnel du service topographique et, notamment, son article 12 ;

Vu l'arrêté directorial du 24 juillet 1948 portant réglementation du concours de dessinateur-calculateur stagiaire du service topographique.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté directorial susvisé du 24 juillet 1948 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Le concours est ouvert lorsque les besoins du service l'exigent et que trois places au moins sont à pourvoir. Un arrêté directorial fixe le nombre total des emplois mis au concours, ainsi que le nombre de places réservées :

« Aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 ;

« Aux Marocains ;

« Le nombre maximum de places susceptibles d'être attribuées aux femmes.

« Cet arrêté est publié au moins deux mois à l'avance au *Bulletin officiel* du Protectorat.

« Le nombre total des emplois mis au concours peut être augmenté postérieurement à cette publication, mais seulement avant le commencement des épreuves et en observant la procédure indiquée au deuxième alinéa du présent article.

« Nul ne peut se présenter plus de trois fois au concours. »

« Article 4. — Nul ne peut prendre part au concours :

« 1° S'il n'est Français, jouissant de ses droits civils, ou Marocain, âgé de plus de dix-huit ans ;

« 2° S'il n'a satisfait aux dispositions de la loi sur le recrutement qui lui sont applicables ;

« 3° S'il a dépassé l'âge de trente ans au 1^{er} janvier de l'année du concours. La limite d'âge de trente ans peut être prolongée, pour

« les candidats ayant effectué du service militaire ou assimilé, pour
« une période égale audit service, sans toutefois qu'elle puisse être
« reportée au delà de trente-cinq ans. »

« Article 8. — Le jury du concours est composé :

- « Du chef d'administration ou de son délégué, président ;
- « Du chef du service topographique ou de son suppléant ;
- « De deux ingénieurs topographes principaux ou ingénieurs topo-
« graphes ;
- « D'un chef dessinateur-calculateur.

« Ces trois membres ainsi que, s'il y a lieu, le suppléant du chef
« du service topographique sont désignés par le chef d'administra-
« tion :

« Des correcteurs ou examinateurs, choisis dans les mêmes con-
« ditions et en raison de leur compétence particulière, peuvent être
« appelés individuellement ou collectivement par le président à se
« joindre au jury et à participer avec voix délibérative à ses opéra-
« tions. »

« Article 9. — Les conditions d'organisation et de police du
« concours sont celles établies par l'arrêté directorial du 15 avril 1939
« portant réglementation sur la police des concours et examens orga-
« nisés par les services relevant de la direction des affaires économi-
« ques.

« Les épreuves sont choisies par le chef d'administration ou
« son délégué.

« Article 10. — Les plis cachetés contenant les épreuves sont seuls
« ouverts par le président du jury et remis aux correcteurs. Les mem-
« bres du jury procèdent par la suite à l'examen des épreuves.

« Il est alloué à chaque composition une note exprimée d'après
« une échelle de points variant de 0 à 20. Ces notes seront affectées
« des coefficients prévus à l'article 7.

« La somme des produits ainsi obtenus forme le nombre total
« des points pour l'ensemble des épreuves écrites.

« Le président du jury vérifie la notation et, en cas de divergence
« par suite de pluralité de notes sur une même épreuve, décide de
« la note définitive à accorder à chaque copie, puis il applique à ces
« notes les coefficients attribués suivant la réglementation en vigueur.

« Nul ne peut entrer en ligne pour le classement s'il n'a obtenu
« pour l'ensemble des épreuves une moyenne égale ou supérieure
« à 12. La note 4 à l'une des épreuves est éliminatoire.

« Les notes une fois arrêtées, le président du jury ouvre les enve-
« loppes qui contiennent les bulletins individuels indiquant les
« noms des candidats et rapproche ces noms des devises et des numé-
« ros portés en tête des compositions annotées. »

Rabat, le 12 septembre 1949.

FÉLICI.

**Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du
29 septembre 1949 ouvrant un concours pour le recrutement d'un
inspecteur stagiaire des instruments de mesure.**

**LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,**

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1949 portant organisation du
personnel technique des instruments de mesure ;

Vu l'arrêté directorial du 13 septembre 1949 portant réglementa-
tion des conditions du concours pour l'emploi d'inspecteur stagiaire
des instruments de mesure ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les
cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement d'un ins-
pecteur stagiaire des instruments de mesure aura lieu les 6 et 7 sep-
tembre 1949, à Paris et Casablanca.

ART. 2. — L'emploi mis au concours est réservé aux bénéficiaires
du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres

généraux des administrations publiques, dans les conditions pré-
vues par l'instruction résidentielle n° 39. S.P. du 30 décembre 1947,
ou à défaut à un autre candidat classé en rang utile.

ART. 3. — Les demandes d'inscription accompagnées, le cas
échéant, des pièces justificatives devront parvenir à la direction de
l'agriculture du commerce et des forêts, service du commerce,
de la propriété industrielle et des instruments de mesure, à Casa-
blanca, le 6 novembre 1949, dernier délai.

Rabat, le 29 septembre 1949.

Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,

Le directeur du commerce
et de la marine marchande,

FÉLICI.

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

**Arrêté viziriel du 19 septembre 1949 (26 kaada 1368) complétant
l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) formant statut du
personnel de la santé et de l'hygiène publiques.**

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 (12 hija 1344) formant statut
du personnel de la santé et de l'hygiène publiques, notamment son
article 32, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés viziriels
du 21 janvier 1937 (8 kaada 1355) et du 4 avril 1941 (6 rebia I 1360) ;

Sur la proposition du directeur de la santé publique et de la
famille,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième alinéa de l'article 32 de l'arrêté
viziriel susvisé du 23 juin 1926 (12 hija 1344) est complété ainsi qu'il
suit :

« Article 32. —

« Les candidats et candidates doivent être âgés d'au moins vingt-
cinq ans.

« Le nombre d'emplois d'administrateur-économe susceptibles
d'être tenus par du personnel féminin sera fixé pour chaque concours
par arrêté du directeur de la santé publique et de la famille. »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 26 kaada 1368 (19 septembre 1949).

Le naïb du Grand Vizir,
AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 septembre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

**OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES**

**Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des télé-
phones du 18 août 1949 portant ouverture d'un concours et d'un
examen pour le recrutement de commis (emplois susceptibles
d'être transformés en emplois d'agent d'exploitation).**

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉ-
GRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 portant organisation du per-
sonnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des télé-
phones, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat, et le régime qui leur sera appliqué dans le classement aux concours ou examens ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires et, notamment, son article 7 ;

Vu l'arrêté du 8 août 1945 fixant les conditions de recrutement et de nomination des commis masculins et féminins et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 décembre 1947 portant dérogation aux conditions de recrutement du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Vu l'instruction résidentielle n° 39 S.P. du 30 décembre 1947,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours et un examen pour le recrutement de commis masculins et féminins (emplois susceptibles d'être transformés en emplois d'agent d'exploitation) auront lieu à Rabat et éventuellement dans d'autres villes du Maroc, les 27 et 28 novembre 1949.

ART. 2. — Le nombre d'emplois mis au concours est fixé à 150 :

a) 90 de ces emplois sont destinés aux candidats masculins, dont 30 réservés aux bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 et 30 réservés aux candidats marocains en application du dahir susvisé du 14 mars 1939 ;

b) 60 de ces emplois sont destinés aux candidats féminins, dont 20 réservés aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947.

Si les résultats du concours laissent disponible une partie des emplois dans l'une des catégories a) et b) susvisées, ces emplois pourront être attribués aux candidats de l'autre catégorie classés en rang utile. Cette même disposition est applicable pour l'attribution des emplois réservés aux candidats marocains masculins.

Le nombre des admissions pourra éventuellement être augmenté du chiffre des candidats classés derniers ex æquo moins un.

ART. 3. — L'examen sera ouvert, pour le recrutement de commis masculins et féminins parmi les bénéficiaires de l'arrêté viziriel susvisé du 8 décembre 1947, recrutés avant le 1^{er} mai 1948 qui, du fait de leur éloignement du service pour des raisons de force majeure (service militaire, congé de maternité, etc.) n'ont pu participer à l'une ou aux trois compétitions antérieures organisées à leur intention les 6 juin 1948, 12 décembre 1948 et 29 mai 1949.

Les motifs d'empêchement autres que ceux expressément indiqués ci-dessus seront laissés à l'appréciation du directeur de l'Office.

En outre, les candidats visés au présent article pouvant également se prévaloir des dispositions du dahir du 11 octobre 1947, bénéficieront d'une priorité de nomination jusqu'à concurrence du 1/3 des emplois attribuables par voie d'examen.

Cet examen sera également ouvert pour le recrutement de commis féminins parmi les candidats visés à l'article 7 du dahir susvisé du 5 avril 1945.

ART. 4. — La liste d'inscription des candidatures sera close le 15 octobre 1949 au soir.

Rabat, le 18 août 1949.

PERNOT.

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Dahir du 17 septembre 1949 (23 kaada 1368) modifiant l'article 2 du dahir du 10 octobre 1916 (12 hija 1334) portant fixation du traitement et du cautionnement du trésorier général du Protectorat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 (premier alinéa) du dahir du 10 octobre 1916 (12 hija 1334), modifié par les dahirs des 12 septembre 1929 (7 rebia II 1348), 19 août 1946 (21 ramadan 1365) et 17 décembre 1947 (4 safar 1367), portant fixation du cautionnement du trésorier général du Protectorat, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Le cautionnement auquel est assujéti le trésorier général est fixé à 8.000.000 de francs..... »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 23 kaada 1368 (17 septembre 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 octobre 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 septembre 1949, il est créé par transformation d'emplois d'auxiliaire, les emplois ci-après, à compter du 1^{er} janvier 1948 :

AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

1^o Commissariats du Gouvernement chérifien.

Un emploi de commis, par transformation d'emploi d'auxiliaire.

2^o Greffes des juridictions coutumières.

Six emplois de commis-greffier, par transformation d'emplois d'auxiliaire.

Nominations et promotions.

CORPS DU CONTRÔLE CIVIL.

Est annulé l'arrêté ministériel du 30 novembre 1945 annulant les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 octobre 1942 portant promotion au grade de contrôleur civil chef de région de M. Vimal Henri, contrôleur civil de classe exceptionnelle ; le traitement de base annuel de M. Vimal Henri, contrôleur civil chef de région, est fixé à l'échelon de 315.000 francs à compter du 1^{er} février 1945.

Est annulé l'arrêté ministériel du 30 novembre 1945 annulant les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 octobre 1942 portant promotion au grade de contrôleur civil chef de région de M. Poussier Georges, contrôleur civil de classe exceptionnelle ; le traitement de base annuel de M. Poussier Georges, contrôleur civil chef de région, à la disposition du Commissaire résident général, est fixé à l'échelon de 315.000 francs à compter du 1^{er} février 1945.

Est nommé *contrôleur civil adjoint de 3^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 1^{er} avril 1948 (bonification pour services militaires : 9 mois) : M. Dupont Yves, contrôleur civil stagiaire.

(Décrets du président du conseil des ministres du 30 août 1949.)

* * *

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est promu, à titre personnel, *chef de bureau de 3^e classe* du 1^{er} avril 1949 : M. Mattéi Jean, sous-chef de bureau de 1^o classe. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 septembre 1949.)

Sont nommés, après concours, *secrétaires d'administration stagiaires* du 18 juillet 1949 :

MM. Andriot Robert, commis principal de 2^e classe ;

Schmuck Yves et Rollando Joseph, rédacteurs temporaires.

(Arrêtés du secrétaire général du Protectorat des 30 août et 1^{er} septembre 1949.)

M. Quesnoy Louis, commis principal de 2^e classe, est intégré dans le cadre des secrétaires d'administration, en application de l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 (art. 22), et nommé *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 26 octobre 1947 (bonification pour services militaires : 4 ans 11 mois 4 jours). (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1949 rapportant celui du 1^{er} mars 1949.)

Est intégrée dans le cadre des secrétaires d'administration du secrétariat général du Protectorat, en application de l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 (art. 23), et nommée *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Saurel Madeline, secrétaire sténodactylographe temporaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 5 mai 1949.)

Est intégré dans le cadre des inspecteurs du matériel, en application de l'arrêté viziriel du 4 mai 1949 ; nommé *inspecteur du matériel de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1948 et *inspecteur du matériel de 5^e classe* du 1^{er} mars 1948 : M. Pagnoux André, inspecteur du matériel. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 8 septembre 1949.)

Est promue *dame dactylographe de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1949 : M^{me} Noureddine Irène, dactylographe de 2^e classe. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 septembre 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisée et nommée *employée publique de 4^e catégorie, 3^e échelon* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 6 février 1945 : M^{me} Mancau Jeanne, lingère au cabinet civil. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 16 septembre 1949.)

*
* *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Est nommé, après concours, *commis d'interprétariat stagiaire* du 1^{er} juillet 1949 : M. Abdelaziz ben Mohamed Gharnit. (Arrêté directorial du 22 septembre 1949.)

Sont promus du 1^{er} octobre 1949 :

Interprète de 1^{re} classe : M. Rahal Mohamed Hebri, interprète de 2^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe : M. Exposito Raphaël, commis principal de 2^e classe ;

Commis principaux de 2^e classe : MM. Boisselier Jean et Paganelli Jean, commis principaux de 3^e classe ;

Commis principal de 3^e classe : M. Legagneux Gustave, commis de 1^{re} classe ;

Vérificateur de 1^{re} classe : M. Foucou Lucien, vérificateur de 2^e classe ;

Dactylographe de 1^{re} classe : M^{me} Roger Albanie, dactylographe de 2^e classe ;

Secrétaire de contrôle de 2^e classe : M. Mohamed ben Azouz, secrétaire de contrôle de 3^e classe ;

(Arrêté directorial du 29 août 1949.)

Sont reclassés, en application de la circulaire résidentielle n° 8 S.P. du 2 février 1949 :

Agent technique de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 2 novembre 1942, *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1945 et

agent technique hors classe du 1^{er} décembre 1947 : M^{lle} Bassoli Madeleine, agent technique de 5^e classe ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 27 février 1942, *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1945, *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945, et *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} septembre 1947 : M. Rutilly Raoul, commis de 2^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 18 février 1943, *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, avec la même ancienneté, *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1945 et *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} mai 1948 : M. Bouguessa Rachid, commis principal de 3^e classe ;

Vérificateur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 6 avril 1944, et *vérificateur de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, avec la même ancienneté : M. Lathuillère Jean, collecteur principal de 2^e classe ;

Commis interprète de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1942, *commis d'interprétariat principal de 2^e classe* du 1^{er} février 1945, avec la même ancienneté, *commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe* du 1^{er} mai 1945 et *commis d'interprétariat principal hors classe* du 1^{er} septembre 1948 : M. Rahal Abdelaziz, commis principal d'interprétariat de 3^e classe ;

Commis interprète de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 4 août 1942, *commis d'interprétariat principal de 2^e classe* du 1^{er} février 1945, avec la même ancienneté, *commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1945 et *commis d'interprétariat principal hors classe* du 1^{er} janvier 1949 : M. Senhadji Benaïssa, commis d'interprétariat de 1^{re} classe ;

Commis d'interprétariat principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 2 juin 1942, *commis d'interprétariat principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946 et *commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1949 : M. Mohamed ben Moulay el Mehdi el Alaoui, commis d'interprétariat de 2^e classe ;

Commis interprète de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 11 octobre 1941, *commis interprète de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1945, *commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945, et *commis d'interprétariat principal hors classe* du 1^{er} juillet 1947 : M. Scali Fatmi ben Mohamed, commis d'interprétariat de 3^e classe ;

Commis interprète de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942, *commis d'interprétariat principal de 3^e classe* du 1^{er} février 1945, avec la même ancienneté, et *commis d'interprétariat principal de 2^e classe* du 1^{er} juin 1945 : M. Allal ben Kaddour, commis d'interprétariat de 3^e classe ;

Commis d'interprétariat principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, et *commis d'interprétariat principal de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1947 : M. Saïd ou Bourrai, commis d'interprétariat de 1^{re} classe ;

Agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 11 mai 1944, et *7^e échelon* du 1^{er} décembre 1947 : M. Leduc René, agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 21, 22 et 24 septembre 1949.)

Sont promus :

Agents principaux de constatation et d'assiette, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : MM. Blanc Marcel et Mongaillard Armand, agents principaux de constatation et d'assiette, 4^e échelon ;

Agents principaux de constatation et d'assiette, 4^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1949 : M. Doussat Jean ;

Du 1^{er} septembre 1949 : MM. Darmon Edmond, Godfroy Charles, Gays Jean ;

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Candela Albert,

agents principaux de constatation et d'assiette, 3^e échelon ;

Agents principaux de constatation et d'assiette, 3^e échelon :

Du 1^{er} février 1949 : M. Lahoussine ben Hamadi ;

Du 1^{er} août 1949 : M. Fleurat Adolphe ;

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Parra François,

agents principaux de constatation et d'assiette, 2^e échelon ;

*Agents principaux de constatation et d'assiette, 2^e échelon :*Du 1^{er} février 1949 : M. Giorgi Paul ;Du 1^{er} juin 1949 : M. Habert Lucien ;Du 1^{er} juillet 1949 : M. Fournier Paul,agents principaux de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;*Agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon du*1^{er} juillet 1949 : M. Massoni Jean, agent de constatation et d'assiette, 5^e échelon ;*Agents de constatation et d'assiette, 5^e échelon :*Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Isoard Désiré et Negri Mohamed ;Du 1^{er} octobre 1949 : M. Boisson Lucien,agents de constatation et d'assiette, 4^e échelon.

(Arrêté directeur du 23 septembre 1949.)

*Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.*Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1945 :*Municipalité de Marrakech :**Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1943, et 6^e échelon du 1^{er} mai 1947 : Si Mohamed ben Brahim ;**Sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon (manœuvre spécialisée), avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943, 8^e échelon du 1^{er} novembre 1945 et 9^e échelon du 1^{er} septembre 1948 : Si Mohamed ben Azouz ;**Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1942, 6^e échelon du 1^{er} novembre 1945 et 7^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : Si Belaïd ben Allal ;**Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Lahoucine ben Ahmed ;**Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 7^e échelon du 1^{er} janvier 1948 : Si Abbès ben Rahmani ;**Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon (maalem marocain), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1944, et 7^e échelon du 1^{er} juillet 1947 : Si Mohamed ben Abdallah ;**Sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 7^e échelon du 1^{er} mai 1948 : Si Abderrahmane ben Mohamed ;**Municipalité de Fès :**Sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon (manœuvre spécialisée), avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943, 8^e échelon du 1^{er} septembre 1945 et 9^e échelon du 1^{er} mai 1948 : Si Mohamed Chergui ;**Municipalité de Rabat :**Sous-agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 15 octobre 1944, et 9^e échelon du 1^{er} mai 1947 : Si Aomar ben Larbi ;**Municipalité d'Oujda :**Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon (caporal de chantier), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1942, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1946 et 5^e échelon du 1^{er} mai 1949 : Si Larabiould Ali ;**Municipalité de Casablanca :**Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon (caporal de chantier), avec ancienneté du 1^{er} mai 1944, et 6^e échelon du 1^{er} mars 1947 : Si Ettayebi ben Mohamed ben Ahmed.*Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1946 :*Municipalité de Meknès :**Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, et 6^e échelon du 1^{er} septembre 1948 : Si Abdelkader ben Mati ben Mohamed ;**Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre non spécialisé), avec ancienneté du 16 juin 1945, et 6^e échelon du 1^{er} mai 1948 : Si Mohamed ben Sayah ben el Mati ;**Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} mai 1944, et 6^e échelon du 1^{er} mars 1947 : Si Haddi ben Driss ben Mohamed ;**Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (manœuvre non spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, 5^e échelon du 1^{er} novembre 1946 et 6^e échelon du 1^{er} septembre 1949 : Si Mohamed ben Brick ben M'Bark.*

(Arrêtés directoriaux du 22 septembre 1949.)

*
*
*

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Sont nommés :

*Surveillant-chef de prison de 3^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Dupille Adolphe, surveillant commis-greffier de 1^{re} classe ;**Premier surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Tagliaglioli Paul, surveillant de 1^{re} classe ;**Surveillante stagiaire du 1^{er} août 1949 : M^{me} Petitjean Rose, surveillante temporaire.*

(Arrêtés directoriaux des 12 juillet et 3 septembre 1949.)

Sont nommés du 1^{er} novembre 1949 :*Inspecteur-chef principal de 2^e classe : M. Rodriguez Armand, inspecteur-chef principal de 3^e classe ;**Secrétaires de police hors classe, 2^e échelon : MM. Marignan Louis et Mourlon Prosper, secrétaires de police hors classe, 1^{er} échelon ;**Inspecteur de police de sûreté de 1^{re} classe : M. Aubry Raoul, inspecteur de police de sûreté de 2^e classe ;**Gardiens de la paix hors classe : MM. Blanca Jean, Hardy Roland, Marty Jean, Saniol Ernest et Verdu Vincent, gardiens de la paix de classe exceptionnelle ;**Gardiens de la paix de classe exceptionnelle : MM. Bocognano Raymond, Brulé Marcel, Dormegnie Albert, Labeyrie Jean, Lemire Joseph, Morel Marcel, Nevers Philippe, Pérez François, Rodriguez Lucien, Santoni Jacques-Napoléon et Santoni Simon-Félix, gardiens de la paix de 1^{re} classe ;**Gardiens de la paix de 1^{re} classe : MM. Beillas Gilles, Calendini René, Catoni Paul, Sylvestre Pierre et Tomasi Don Marc, gardiens de la paix de 2^e classe ;**Gardiens de la paix de 2^e classe : MM. Laflorentie Aimé, Marzin Yves-Jean et Torrès Lucien, gardiens de la paix de 3^e classe ;**Gardien de la paix stagiaire du 1^{er} septembre 1949 : M. Cuitad Roger, gardien de la paix auxiliaire.*Est titularisé et reclassé *gardien de la paix de 3^e classe* du 1^{er} mars 1946, avec ancienneté du 28 octobre 1943 (bonification pour services militaires : 23 mois 16 jours) : M. Dupland Henri, gardien de la paix stagiaire.

(Arrêtés directoriaux des 12, 23 août et 21 septembre 1949.)

*
*
*

DIRECTION DES FINANCES.

Est promu *sous-directeur de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1949 : M. Barraud Jean, sous-directeur de 2^e classe. (Arrêté résidentiel du 1^{er} août 1949.)Est nommé *inspecteur-vérificateur de 1^{re} classe de l'enregistrement et du timbre* du 31 juillet 1949 : M. Maupas Jean, inspecteur-vérificateur de 2^e classe en service détaché au Maroc. (Arrêté directeur du 14 septembre 1949.)Est reclassé *commis de 3^e classe* du 12 août 1948 (bonification pour services militaires : 11 mois 19 jours) : M. Pugeaud Maurice, commis de 3^e classe. (Arrêté directeur du 2 septembre 1949.)Est promu *commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe* du 1^{er} septembre 1949 : M. Mustapha ben Azzouz Lahlali, commis d'interprétariat principal de 2^e classe. (Arrêté directeur du 24 août 1949.)

Sont nommés préposés-chefs de 7^e classe des douanes :

- Du 1^{er} février 1949 : M. Marchi Hector ;
 Du 1^{er} juin 1949 : M. Tschupp Henri, Aïtelhouassine Gilles et Pastor René ;
 Du 1^{er} juillet 1949 : M. Réal Paul.

Sont nommés, en application du dahir du 11 octobre 1947, préposés-chefs de 7^e classe des douanes :

- Du 1^{er} mars 1949 : M. Blanchard Georges ;
 Du 1^{er} avril 1949 : M. Lette Jean ;
 Du 1^{er} juin 1949 : M. Commes Jean-Marie, Canizares Joseph et Claudel René ;
 Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Trouche Gilbert, Moreau Marceau, Melon Michel et Gilles Antoine.

Sont nommés gardiens de 5^e classe des douanes :

- Du 1^{er} juin 1949 : M. Mohammed ben el Fkih Ahmed ben el Arbi, m^{le} 874 ; Abdallah ben Smaïl ben Mekki, m^{le} 875 ; Cherradi ben Ahmed ben el Hassane, m^{le} 877, et Mhammed ben Allal, m^{le} 869 ;
 Du 1^{er} août 1949 : MM. Mhammed ben L'Haj ben Macerre, m^{le} 879 ; Omar ben Mohammed ben Omar, m^{le} 882 ; El Aroussi ben Mohammed ben Jilali, m^{le} 853 ; Abdelkrim ben Mohammed ben Moussa, m^{le} 872 ; Mohammed ben Mohammed ben Abdenim, m^{le} 880, et Miloudi ben el Hadj, m^{le} 881.

Cavaliers de 5^e classe des douanes :

- Du 1^{er} juin 1949 : MM. Ali ben Mohammed ben Mhammed, m^{le} 876, et Bouchta ben el Houssine, m^{le} 873 ;
 Du 1^{er} août 1949 : M. Chegrali ben Mohammed ben Ahmed, m^{le} 883.
 (Arrêtés directoriaux des 16, 22, 29 août, 3, 6, 12 et 13 septembre 1949.)

Sont promus :

- Adjudant-chef de 1^{re} classe des douanes* du 1^{er} mars 1949 : M. Dumons Camille, adjudant-chef de 2^e classe ;

Brigadiers de 1^{re} classe :

- Du 1^{er} janvier 1949 : MM. Romanetti Jules, Alvernhe Louis ;
 Du 1^{er} février 1949 : M. Rajon Joseph ;
 Du 1^{er} mars 1949 : M. Deruaz Camille ;
 Du 1^{er} avril 1949 : MM. Jacquenod Auguste et Vigneau Jean, brigadiers de 2^e classe ;

Préposés-chefs hors classe :

- Du 1^{er} mars 1949 : M. Ribaut Adolphe ;
 Du 1^{er} avril 1949 : M. Veschi Joseph ;
 Du 1^{er} mai 1949 : MM. Gonzalez Félix et Luciani Mathieu ;
 Du 1^{er} juin 1949 : M. Santarelli Joseph ;
 Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Biancarelli Don Jacques et Marcellesi François ;
 Du 1^{er} septembre 1949 : MM. Branca Paul et Valette Eugène, préposés-chefs de 1^{re} classe ;

Préposés-chefs de 1^{re} classe :

- Du 1^{er} février 1949 : MM. Giansily Joseph et Ceccaldi François-Mathieu ;
 Du 1^{er} mars 1949 : MM. Dubrana Jean, Burel Fernand et Rajol Jules ;
 Du 1^{er} mai 1949 : M. Carlotti Charles ;
 Du 1^{er} juin 1949 : M. Nouguiet Jean ;
 Du 1^{er} juillet 1949 : M. Castelli Léandro ;
 Du 1^{er} septembre 1949 : M. Colonna Joseph, préposés-chefs de 2^e classe ;

- Préposé-chef de 2^e classe* du 1^{er} mars 1949 : M. Moré Louis, préposé-chef de 3^e classe ;

Préposés-chefs de 3^e classe :

- Du 1^{er} janvier 1949 : MM. Zerdoumi Rabah et Viellard Claude ;
 Du 1^{er} avril 1949 : M. Pieri Joffre ;
 Du 1^{er} mai 1949 : M. Schultess Henri ;
 Du 1^{er} juillet 1949 : M. Brunet Georges ;
 Du 1^{er} août 1949 : M. Graulle Jean ;
 Du 1^{er} septembre 1949 : M. Barnier, Adolphe, préposés-chefs de 4^e classe ;

Préposés-chefs de 4^e classe :

- Du 1^{er} janvier 1949 : MM. Picard Alphonse et Belda Florentin ;
 Du 1^{er} février 1949 : M. Bertouneau Alexandre ;
 Du 1^{er} mars 1949 : M. Le Goull André ;
 Du 1^{er} mai 1949 : M. Brauge Joseph ;
 Du 1^{er} juin 1949 : M. Peretti Pierre, préposés-chefs de 5^e classe ;

Préposés-chefs de 5^e classe :

- Du 1^{er} janvier 1949 : MM. Gomez Joseph et Stodel Jean ;
 Du 1^{er} avril 1949 : M. Randazzo Ignace ;
 Du 1^{er} mai 1949 : M. François Joseph, préposés-chefs de 6^e classe ;

Sous-chef gardien de 4^e classe du 1^{er} janvier 1949 : M. Salem ben M'Barek, m^{le} 325, gardien de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux des 29, 31 août et 3 septembre 1949.)

M. Marchi Hector, préposé-chef de 7^e classe des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} mars 1949.

M. Gauze Dominique, préposé-chef de 7^e classe des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} avril 1949.

M. Robin Gérard, préposé-chef de 6^e classe des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} septembre 1949.

M. Mohamed ben Allal ben Aïssa, m^{le} 687, gardien de 4^e classe des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} septembre 1949.

(Arrêtés directoriaux des 25 février, 22 mars, 22 et 25 août 1949.)

Sont promus dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Inspecteurs centraux de 2^e catégorie du 1^{er} octobre 1949 : MM. Boyer Charles et Lovichi Henri, inspecteurs hors classe ;

Inspecteur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1949 : M. Laburie Maurice, inspecteur de 2^e classe.

Est reclassé, dans l'administration des douanes et impôts indirects, *vérificateur de classe unique* du 1^{er} juillet 1942, avec ancienneté du 1^{er} août 1939, *vérificateur principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1943, *inspecteur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943, *inspecteur de 1^{re} classe, 2^e échelon* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1945, *inspecteur hors classe* du 1^{er} juillet 1947 et *inspecteur-rédacteur hors classe* du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1947 : M. Merlin Léon, inspecteur-rédacteur hors classe.

Est nommé, après concours, dans l'administration des douanes et impôts indirects, *commis principal hors classe* du 1^{er} avril 1949, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948 : M. Ferouani Mohamed, fqih de 1^{re} classe.

Est promu, dans l'administration des douanes et impôts indirects, *contrôleur adjoint de 2^e classe* du 1^{er} octobre 1949 : M. Moulin Constant, contrôleur adjoint de 3^e classe.

Est nommé *fqih de 7^e classe* du 1^{er} décembre 1948 : Si Bouazza ben Mohammed ben Seghir.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 16 septembre 1949.)

Sont nommés, au service des impôts directs :

Inspecteur central de 2^e classe (indice 420) du 1^{er} octobre 1949 : M. Buffa Jean, inspecteur hors classe ;

Agent de constatation et d'assiette (indice 153) du 1^{er} juin 1948, avec ancienneté du 12 décembre 1945, et en la même qualité (*indice 166*) du 1^{er} avril 1949 : M. Taillefer Jean, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1949, reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, en la même qualité du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 16 janvier 1947 (bonification pour services militaires : 24 mois 15 jours) : M. Renaud Alfred, commis stagiaire.

(Arrêtés directoriaux du 21 septembre 1949.)

Sont promus :

Percepteurs de 2^e classe (1^{er} échelon) du 1^{er} décembre 1949 : MM. Poupart Marius et Algéri Salvator, percepteurs de 3^e classe (2^e échelon) ;

Sous-chef de service de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1949 : M. Delord André, sous-chef de service de 2^e classe ;

Contrôleur hors classe du 1^{er} décembre 1949 : M. Dumond Émile, contrôleur de 1^{re} classe ;

Agent principal de recouvrement, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1949 : M. Campos Marius, agent principal de recouvrement, 2^e échelon ;

Agent principal de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1949 : M. Ribes Paul, agent principal de recouvrement, 3^e échelon ;

Agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Ambal Georges, agent de recouvrement, 5^e échelon ;

Agent de recouvrement, 5^e échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. El Fassi Mohamed, agent de recouvrement, 4^e échelon ;

Agent de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Aye Paul, agent de recouvrement, 3^e échelon ;

Agent de recouvrement à l'indice 166 du 1^{er} novembre 1949 : M. Valéro Claude, agent de recouvrement à l'indice 153 ;

Agents principaux de poursuites de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) :

Du 1^{er} novembre 1949 : MM. Brice Louis et Borel Arthur ;

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Braizat Louis,

agents principaux de poursuites de 1^{re} classe ;

Commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) du 1^{er} novembre 1949 : M. Rives René, commis principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon ;

Commis d'interprétariat principal hors classe du 1^{er} décembre 1949 : M. Takali Feizi, commis d'interprétariat principal de 1^{re} classe ;

Fqih de 3^e classe du 1^{er} novembre 1949 : Si Mohamed ben Mohamed ben Thami, fqih de 4^e classe ;

Chaouch de 3^e classe du 1^{er} novembre 1949 : Si Mohamed ben Ahmed Ghezouani, chaouch de 4^e classe ;

Chaouch de 4^e classe du 1^{er} décembre 1949 : Si Hamadi Bouzekri, chaouch de 5^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 6 septembre 1949.)

M. Gamet-Roger, agent de recouvrement, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949. (Arrêté directorial du 23 septembre 1949.)

Sont nommés :

Commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) du 16 novembre 1949 : Si Mohamed Cherkaoui, commis d'interprétariat principal (1^{er} échelon) ;

Chaouch de 7^e classe du 1^{er} novembre 1949 : Si Bousselem ben Mohamed, chaouch de 8^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 6 septembre 1949.)

Sont promus au service des domaines du 1^{er} octobre 1949 :

Inspecteurs de 1^{re} classe, 1^{er} échelon : MM. Favereau Gabriel et Cohen Albert, inspecteurs de 2^e classe ;

Agent de constatation et d'assiette, 5^e échelon : M. Benaïch Jacob, agent de constatation et d'assiette, 4^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 6 et 7 septembre 1949.)

Sont promus *fqih de 4^e classe* :

Du 1^{er} août 1949 : M. Abdallah Mohamed Kebbaj ;

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Aljal Rachid Idrissi el Harrif,

fqih de 5^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 10 et 26 septembre 1949.)

Est rapporté l'arrêté directorial du 8 janvier 1949 nommant M. Larroumets Albert commis de 1^{re} classe des domaines, à compter du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 22 mai 1947 ; l'intéressé est nommé *commis de 3^e classe* du 1^{er} août 1948, reclassé à la même date *commis principal de 3^e classe*, avec ancienneté du 10 février 1947 (bonification de 6 ans 7 mois et 17 jours pour services militaires et de 4 ans 1 mois et 4 jours pour services civils), et nommé *agent de constatation et d'assiette, 5^e échelon* à la même date, avec la même ancienneté. (Arrêté directorial du 2 septembre 1949.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Sont reclassés :

Ingénieur adjoint de 2^e classe du 1^{er} octobre 1949, avec ancienneté du 1^{er} février 1948 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois) : M. Fournel Roger, ingénieur adjoint de 4^e classe ;

Ingénieur adjoint de 3^e classe du 1^{er} août 1949, avec ancienneté du 28 janvier 1949 (bonification pour services militaires : 2 ans 6 mois 3 jours) : M. Balmelle Léon, ingénieur adjoint de 4^e classe.

L'ancienneté de M. Chaaf Abderrahmane, adjoint technique de 4^e classe, est reportée au 1^{er} octobre 1946 (bonification pour services militaires : 2 ans 1 mois).

L'ancienneté de M. François Pierre, adjoint technique de 4^e classe, est reportée au 11 décembre 1947 (bonification pour services militaires : 9 mois 21 jours).

(Arrêtés directoriaux du 5 septembre 1949.)

Sont nommés *agents techniques de 3^e classe* du 1^{er} août 1949 : MM. Blanchard Maurice et Claudot Serge, commis stagiaires. (Arrêtés directoriaux du 14 septembre 1949.)

Est nommé et reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *agent technique principal de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 14 juillet 1945, et promu *agent technique principal hors classe* du 1^{er} août 1948 : M. Chiarisoli Charles, chef cantonnier principal de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 12 août 1949.)

Est nommé et reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *agent technique principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 octobre 1943, et promu *agent technique principal de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1946 : M. Vilvandre Jean, chef cantonnier principal de 2^e classe. (Arrêté directorial du 12 août 1949.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *agent technique principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 18 août 1945, et promu *agent technique principal de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1948 : M. Péronia Roland, agent technique principal de 2^e classe. (Arrêté directorial du 11 août 1949.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *maître de phare de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942 ; nommé *maître de phare de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1945 et *maître de phare de classe exceptionnelle* du 1^{er} janvier 1949 : M. Chantoiselle Auguste, maître adjoint de phare de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 8 mars 1949.)

Est nommé *agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon (surveillant de 1^{re} classe)* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 24 juillet 1944 : M. Morillo Guillaume, agent journalier. (Arrêté directorial du 18 juillet 1949.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 12 mars 1943, *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 12 mars 1943, et promu *commis principal hors classe* du 1^{er} juin 1946 : M. Peretti Joseph, commis principal de 2^e classe. (Arrêté directorial du 12 août 1949.)

Est nommé après examen professionnel *ingénieur adjoint de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} octobre 1949 : M. Fournel Roger, sous-ingénieur hors classe (1^{er} échelon). (Arrêté directorial du 25 août 1949.)

Sont nommés, après concours ou examens professionnels :

Commis stagiaire du 1^{er} juillet 1949 : M^{me} Lefèvre Renée, agent journalier ;

Agent technique de 1^{re} classé du 1^{er} août 1949 : M. Tremel Robert, conducteur de chantier de 1^{re} classe ;

Agents techniques de 3^e classe du 1^{er} août 1949 : MM. Guenou Fernand, Putod Bernard, Gustody René, Blanchet Georges, Chastang Robert, Bouyer Roland, Giraudet Lucien, Diaz Armand et Julliard André, agents journaliers ;

Conducteur de chantier de 5^e classe du 1^{er} août 1949 : MM. Garcia René, Mallaroni Antoine et Soldati Louis, agents journaliers.

(Arrêtés directoriaux des 3 août, 14, 17, 19 et 21 septembre 1949.)

Est reclassé *ingénieur adjoint de 3^e classe* du 1^{er} août 1949, avec ancienneté du 2 janvier 1949 (bonification pour services militaires : 2 ans 6 mois : M. Servetto Antoine, ingénieur adjoint de 4^e classe. (Arrêté directorial du 5 septembre 1949.)

* *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Sont promus :

Ingénieur géomètre principal de classe exceptionnelle du 1^{er} août 1949 : M. Guérin Eugène, ingénieur géomètre principal hors classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} octobre 1949 : M. Tichanne Henry, commis de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 20 septembre 1949.)

Sont nommés :

Brigadier-chef palefrenier de 2^e classe (avec stage d'un an) du 1^{er} janvier 1947, et titularisé dans cette classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Leclère Lucien ;

Agent d'élevage de 5^e classe (avec stage d'un an) du 16 avril 1949 : M. Nicolas Georges.

(Arrêtés directoriaux des 11 et 29 août 1949.)

Est reclassé *contrôleur de la marine marchande de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 5 novembre 1946 (bonification pour services militaires : 43 mois 26 jours) : M. Weber André, contrôleur de la marine marchande de 4^e classe. (Arrêté directorial du 9 septembre 1949.)

Sont nommés du 1^{er} septembre 1949 :

Inspecteur adjoint de l'agriculture de 3^e classe : M. Fouassier Louis, inspecteur adjoint de 4^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe : M. Autié Lucien, commis principal de 2^e classe ;

Dactylographe de 1^{re} classe : M^{me} Burelli Lucie, dactylographe de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 10 septembre 1949.)

Sont promus du 1^{er} octobre 1949 :

Contrôleur principal de 2^e classe : M. Cassaing Albert, contrôleur de 1^{re} classe ;

Secrétaire de conservation de 1^{re} classe : M. Cano Antoine, secrétaire de conservation de 2^e classe ;

Secrétaires de conservation de 2^e classe : MM. Sérac Désiré et El Gharbi Abderrazak, secrétaires de conservation de 3^e classe ;

Interprète de 2^e classe : M. Attal Élie, interprète de 3^e classe ;

Dactylographe de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1949 : M^{me} Tramier Nicolette, dactylographe de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 30 août et 22 septembre 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Commis principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon du 16 novembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1947 : M. Pillet Jules, commis auxiliaire ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1945 : Si Mohamed ben Mohamed el Mesnaoui.

(Arrêtés directoriaux du 2 août 1949.)

Est titularisé et nommé *adjoint technique de 2^e classe du génie rural* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 6 décembre 1946 : M. Philippe Roger, adjoint technique auxiliaire. (Arrêté directorial du 2 août 1949.)

* *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont promus :

Aide-météorologiste de 5^e classe du 1^{er} novembre 1946 : M. Delpit Jean, aide-météorologiste de 6^e classe ;

Professeur licencié de 5^e classe (cadre normal) du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} mars 1947 : M^{me} Moretti Marie-Maud, professeur licencié de 6^e classe (cadre normal) ;

Du 1^{er} octobre 1949 :

Professeur licencié de 3^e classe (cadre normal) : M^{me} Leclerc Yvonne, professeur licencié de 4^e classe (cadre normal) ;

Professeur licencié de 4^e classe (cadre normal) : M^{me} Le Masne de Chermont Elisabeth, professeur licencié de 5^e classe (cadre normal) ;

Répétitrice surveillante de 4^e classe (2^e ordre) : M^{me} Raffy Jeanne, répétitrice surveillante de 5^e classe (2^e ordre) ;

Répétitrices surveillantes de 5^e classe (2^e ordre) : M^{mes} Kirsch-Egly Suzanne et Michel Anne-Marie, répétitrices surveillantes de 6^e classe (2^e ordre) ;

Mouderrès de 5^e classe : MM. El Haddad ben Djillali et Kebbaï el Hassan ben Abbès, mouderrès de 6^e classe ;

Du 1^{er} novembre 1949 :

Commis principal de 1^{re} classe : M. Néaud Émile, commis principal de 2^e classe ;

Commis de 1^{re} classe : M. Connat Maurice, commis de 2^e classe ;

Professeur agrégé de 2^e classe (cadre supérieur) : M. Ayache Germain, professeur agrégé de 3^e classe (cadre supérieur) ;

Professeur licencié de 2^e classe (cadre normal) : M. Poujade Pierre, professeur licencié de 3^e classe (cadre normal) ;

Professeurs licenciés de 3^e classe (cadre normal) : MM. Maginot Henri, Bendahan Joseph et Couderc André, professeurs licenciés de 4^e classe (cadre normal) ;

Professeur licencié de 4^e classe (cadre normal) : M^{me} Le Floch Marie, professeur licencié de 5^e classe (cadre normal) ;

Répétitrice surveillante de 4^e classe (2^e ordre) : M^{me} Hersberg Hélène, répétitrice surveillante de 5^e classe (2^e ordre) ;

Instituteur de 3^e classe : M. Marsan Robert, instituteur de 4^e classe ;

Institutrices de 4^e classe : M^{lle} Bénéjam Paule et M^{me} Bénavant Antoinette, institutrices de 5^e classe ;

Institutrice de 5^e classe (cadre particulier) : M^{me} Casimir Antoinette, institutrice de 6^e classe (cadre particulier) ;

Institutrice de 2^e classe du 16 novembre 1949 : M^{me} Chouchana Yvonne, institutrice de 3^e classe ;

Institutrice de 3^e classe du 24 novembre 1949 : M^{me} Bertouin Raymonde, institutrice de 4^e classe ;

Du 1^{er} décembre 1949 :

Commis principal hors classe : M^{lle} Rutili Marcelle, commis principal de 1^{re} classe ;

Proviseur agrégé de 1^{re} classe (cadre supérieur) : M. Tison Maurice, proviseur agrégé de 2^e classe (cadre supérieur) ;

Professeur agrégé de 5^e classe (cadre normal) : M^{me} Morlet Simone, professeur agrégé de 6^e classe (cadre normal) ;

Sous-économe de 3^e classe : M^{lle} Esclapez Lise, sous-économe de 4^e classe ;

Professeurs licenciés de 2^e classe (cadre normal) : MM. Porta Jean et Bâfoil Yves, professeurs licenciés de 3^e classe (cadre normal) ;

Professeurs licenciés de 3^e classe (cadre normal) : M. Lubac André, M^{lle} Boillot Nicolette et M^{me} Bauer Renée, professeurs licenciés de 4^e classe (cadre normal) ;

Professeurs licenciés de 4^e classe (cadre normal) : M^{mes} Rateau Yvonne et Delas Renée, professeurs licenciés de 5^e classe (cadre normal) ;

Répétiteurs surveillants de 4^e classe (2^e ordre) : MM. Paganelli Charles et Chemoul Robert, répétiteurs surveillants de 5^e classe (2^e ordre) ;

Instituteur de 2^e classe : M. Barbin Jean, instituteur de 3^e classe ;

Institutrices de 3^e classe : M^{mes} Dorelon Augusta et Fernandez Andrée, institutrices de 4^e classe ;

Instituteur de 4^e classe : M. Maniéri Roland, instituteur de 5^e classe ;

Institutrice de 5^e classe : M^{me} Vernat Odette, institutrice de 6^e classe ;

Professeur chargé de cours d'arabe de 2^e classe (cadre normal) : M. Kazi Aoual Ahmed, professeur chargé de cours d'arabe de 3^e classe ;

Instituteur de 1^{re} classe (cadre particulier) : M. Ben Abdallah M'Hamed, instituteur de 2^e classe (cadre particulier) ;

Instituteur de 2^e classe (cadre particulier) : M. Mohamed ben Abderrahman el Bazi, instituteur de 3^e classe (cadre particulier) ;

Instituteurs de 4^e classe (cadre particulier) : MM. Sanchez Roger, Lahssèn ou el Hadj et ben Ahmed Mohamed, instituteurs de 5^e classe (cadre particulier) ;

Chaouch de 4^e classe : M. Brahim ben Omar, chaouch de 5^e classe ;

Professeur chargé de cours d'arabe de 4^e classe (cadre normal) du 22 décembre 1949 : M. Ahmed ben Ahmed Bouzari, professeur chargé de cours d'arabe de 5^e classe (cadre normal).

(Arrêtés directoriaux des 12, 19, 31 août et 1^{er} septembre 1949.)

Sont nommés *mouderrès de 6^e classe* du 1^{er} décembre 1949 : MM. Abbès ben Labib Sbaï, Moktar ben Abdeslem, Bachir ben Mohamed ben Kabbaj, Brahim ben Mekki, Regragui Abdelfatah, Moulay Ahmed ben Hassan Chérif, Cherkaoui Mustapha et Mohamed ben Mohamed Trombati. (Arrêtés directoriaux du 1^{er} septembre 1949.)

M. Deprun Jean, professeur agrégé, en service détaché au Maroc en qualité de professeur agrégé de 6^e classe (cadre normal), est remis à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949. (Arrêté directorial du 1^{er} septembre 1949.)

Sont nommés du 1^{er} octobre 1949 :

Professeurs agrégés de 4^e classe (cadre normal) :

Avec 4 ans 9 mois d'ancienneté : M^{lle} Conia Andrée ;

Avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Joulin Henri, professeurs agrégés des cadres métropolitains ;

Professeur agrégé de 5^e classe (cadre normal), avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Huart Jacques, professeur agrégé du cadre métropolitain ;

Professeur agrégé de 6^e classe (cadre normal) : M^{me} Barral Suzanne ;

Professeur licencié de 3^e classe (cadre normal) : M. Mougel Henri, professeur licencié des cadres métropolitains ;

Professeurs licenciés de 4^e classe (cadre normal) :

M. Durand Roger ;

Avec 3 ans 7 mois d'ancienneté : M^{me} Joulin, née Luce Marcelle,

professeurs licenciés des cadres métropolitains ;

Professeurs licenciés de 5^e classe (cadre normal) :

M^{lle} Bertrand Simone ;

Avec 4 ans 5 mois d'ancienneté : M. Daccord Pierre,

professeurs licenciés des cadres métropolitains ;

Professeur licencié de 6^e classe (cadre normal), avec 3 ans 2 mois d'ancienneté : M^{lle} Regagnon Yolande ;

Répétitrice surveillante de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) : M^{me} Janis, née Grosrenaud Renée, répétitrice surveillante suppléante ;

Professeurs licenciés de 6^e classe (cadre normal de l'enseignement technique) : MM. Perry Jean et Cavellier de Mocomble Paul ;

Professeur certifié de 6^e classe (cadre normal) : M^{lle} Brillouin Paule ;

Professeur certifié de 2^e classe (cadre normal des professeurs certifiés de l'enseignement technique), avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Gayot Henri ;

Professeur technique adjoint de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie), avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Etchebarne René ;

Professeur technique adjoint de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{lle} Parlouar Jeanne.

(Arrêtés directoriaux des 29 juin, 21 juillet, 2, 19, 31 août, 1^{er}, 6, 10, 12, 13 et 17 septembre 1949.)

Est déléguée dans les fonctions de *professeur technique adjoint de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie)* du 1^{er} octobre 1949 : M^{me} Poupelot Odette. (Arrêté directorial du 17 septembre 1949.)

Sont promus :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} février 1948 : M. Thami ben Salem, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1949 :

Professeur licencié de 2^e classe (cadre normal) : M. Lusinchi Jean, professeur licencié de 3^e classe (cadre normal) ;

Professeur licencié délégué de 5^e classe : M. Berjoan Roger, professeur licencié délégué de 6^e classe ;

Professeur d'éducation physique et sportive de 3^e classe (cadre normal) : M. Lassailly Émile, professeur d'éducation physique et sportive de 4^e classe (cadre normal) ;

Agent public de 4^e catégorie, 4^e échelon : M^{me} Hanon Rose, agent public de 4^e catégorie, 3^e échelon ;

Maitresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{me} Avcillan Rose, maitresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Maitresse de travaux manuels de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{me} Préziosi Jeanne, maitresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Maitresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{me} Albertini Julienne, maitresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Maitresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{me} Fabre Simone, maitresse de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Du 1^{er} novembre 1949 :

Professeur technique adjoint de 2^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M. de Ryke Robert, professeur technique adjoint de 3^e classe ;

Répétiteur surveillant de 5^e classe (2^e ordre) : M. Humbert Michel, répétiteur surveillant de 6^e classe (2^e ordre) ;

Maître d'éducation physique et sportive de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M. Cipièrre Charles, maître d'éducation physique et sportive de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon : M. Gily Michel, agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon ;

Agent public de 4^e catégorie, 6^e échelon : M^{me} Sampièri Louise, agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon ;

Agent public de 4^e catégorie, 4^e échelon : M^{me} Teulière Marie, agent public de 4^e catégorie, 3^e échelon ;

Chargée d'enseignement de 2^e classe (cadre normal, 1^{re} catégorie) : M^{lle} Lusinchi Judith, chargée d'enseignement de 3^e classe (cadre normal, 1^{re} catégorie) ;

Maîtresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{me} Giraud Odette, maîtresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Agent public de 4^e catégorie, 6^e échelon : M^{me} Auton Suzanne, agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} décembre 1949 :

Professeur licencié de 2^e classe (cadre normal) : M. Brochet Paul, professeur licencié de 3^e classe (cadre normal) ;

Maîtres de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : MM. Clamour Francis et Émery André, maîtres de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

Professeur adjoint d'éducation physique et sportive de 5^e classe (cadre unique) : M. Vieljeuf Pierre, professeur d'éducation physique et sportive de 6^e classe (cadre unique) ;

Maîtresse d'éducation physique et sportive de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M^{lle} Leca Yvonne, maîtresse d'éducation physique et sportive de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

(Arrêtés directoriaux des 1^{er} et 6 septembre 1949.)

Sont remis à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres du 1^{er} octobre 1949 :

M. Lebreton Pierre, adjoint d'enseignement en service détaché au Maroc en qualité de professeur chargé de cours de 3^e classe ;

M. Ganiage Jean, professeur agrégé (cadre normal) en service détaché au Maroc en qualité de professeur agrégé de 5^e classe (cadre normal) ;

M^{me} Ganiage Cécile, professeur agrégé (cadre normal) en service détaché au Maroc en qualité de professeur agrégé de 5^e classe (cadre normal).

(Arrêtés directoriaux du 6 septembre 1949.)

Sont confirmés dans leurs fonctions :

Du 1^{er} octobre 1949 : MM. Fléchet Henri, Hooft Henri, Roumailhac Antoine et Véziat André, professeurs techniques adjoints de 1^{re} classe (cadre supérieur) ; M. Grislain André, professeur technique de 3^e classe (cadre normal) ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Daugy Joannès, professeur adjoint de 1^{re} classe (cadre normal, 1^{re} catégorie).

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} septembre 1949.)

Sont nommés :

Du 1^{er} octobre 1948 :

Institutrice de 5^e classe, avec 1 mois 2 jours d'ancienneté : M^{me} Brault Gisèle ;

Répétiteurs surveillants de 6^e classe (2^e ordre) : MM. Joannot André et Secchi Henri ;

Instituteurs stagiaires (cadre particulier) : M^{mes} Bouyon Louise, Santi Jacqueline et Orcel Yvette ; MM. Chebbi Kébir et Liman Mohamed el Hadi ;

Institutrice de 6^e classe : M^{lle} Bourraqui Solange ;

Institutrice stagiaire du 1^{er} octobre 1949 : M^{me} Michel Jeanne.

(Arrêtés directoriaux des 9, 11, 12, 15, 18 juillet, 9, 14 et 16 septembre 1949.)

Est rangée dans la 5^e classe des institutrices du 1^{er} janvier 1947, avec 3 ans d'ancienneté : M^{me} Martinez Catherine. (Arrêté directorial du 17 septembre 1949.)

Est reclassée institutrice de 4^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec 4 ans 5 mois d'ancienneté : M^{me} Boulanger Mireille, institutrice de 4^e classe. (Arrêté directorial du 17 septembre 1949.)

*
*
*

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Sont promus :

Médecin de 2^e classe du 1^{er} mai 1949 : M. Franquet François, médecin de 3^e classe ;

Du 1^{er} novembre 1949 :

Maître infirmier de 1^{re} classe : M. Seflani Tahar, maître infirmier de 2^e classe ;

Infirmier de 1^{re} classe : M. Bouchta ben Lahcèn, infirmier de 2^e classe ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon : M. Salah bel Hâdj Boumedienne, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 13 avril et 25 mai 1949.)

Est placée dans la position de disponibilité du 15 septembre 1949 : M^{me} Cohen-Lopez Josée, adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État). (Arrêté directorial du 6 septembre 1949.)

M. Perrussot André, pharmacien stagiaire, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} décembre 1949. (Arrêté directorial du 3 août 1949.)

Résultats de concours et d'examens.

Concours du 19 septembre 1949

pour l'emploi de commis de l'administration pénitentiaire.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Gascon Roger et Dintzer Jean-Baptiste.

Remise de dette.

Par arrêté viziriel du 27 septembre 1949, il est fait remise gracieuse à M. Huguet, contrôleur civil adjoint, de la somme de cent soixante mille trois cent cinquante-quatre francs (160.354 fr.), représentant la part non acquise par amortissement de la prime qui lui a été consentie pour l'achat d'une voiture automobile.

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par arrêté viziriel du 23 septembre 1949 la pension concédée à M. Palanque Charles-Louis, gardien-chef de phare de classe exceptionnelle, est révisée sur les bases suivantes avec effet du 1^{er} janvier 1948 :

En principal : 8.893 francs ;

En complémentaire : 4.446 francs.

Par arrêté viziriel du 27 septembre 1949, et à compter du 11 mai 1949, une pension viagère annuelle de réversion de neuf cents francs (900 fr.) est concédée à la veuve Seyida Fatima bent el Caïd Boujma.

Par arrêté viziriel du 23 septembre 1949 des pensions viagères annuelles sont concédées aux militaires dont les noms suivent de la garde de S.M. le Sultan :

NOM ET PRÉNOMS	GRADE ET MATRICULE	MONTANT DE LA PENSION ANNUELLE	EFFET
M'Bark Ben Thami	Garde de 2 ^e classe, m ⁿ 1737.	1.125	13 novembre 1949.
Lahoussine ben Mohamed	Garde de 1 ^{re} classe, m ⁿ 1728.	1.125	27 octobre 1949.

Par arrêté viziriel du 27 septembre 1949 les pensions suivantes sont concédées aux agents ci-dessous désignés :

NOM ET PRÉNOMS DES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT		CHARGES DE FAMILLE	EFFET
	BASE	COMPLÉMENTAIRE		
a) Rente viagère ne comportant pas d'I.S.T. Orphelins (7) de feu Mascaron Fernand-Augustin, ex-chef cantonnier.	954			1 ^{er} octobre 1947.
b) Liquidation sur les échelles « octobre 1930 ».				
M ^{me} Mouget Jeanne-Marthe, veuve Morère Louis, conducteur principal des travaux publics en retraite	10.733	4.257		1 ^{er} avril 1949.
Part du Maroc : 8.007 francs. Part de la Tunisie : 2.726 francs.				
M ^{me} Bordes Marie-Cécile, veuve Mottes Justin-Victor, rédacteur principal en retraite	10.250	3.895		30 juin 1949.
M ^{me} Merabet Yamma, veuve Megherbi Boumediène, gardien de la paix en retraite	3.155	1.577		15 mai 1948.
Majoration pour enfants	473	235		15 mai 1948.
Orphelins (3) de feu Megherbi Boumediène, ex-gardien de la paix.	97.200			15 mai 1948.
M ^{me} Benklifa Mama, veuve de Navarro Antoine, chef cantonnier en retraite	2.508			13 avril 1949.
M ^{me} Mantci, née Ramon, veuve Pellegrin René-Lucien, facteur des P.T.T.	3.169	1.204		1 ^{er} août 1947.
c) Liquidation sur les échelles « février 1945 ».				
M. Cuttoli Paul-Joseph, ingénieur principal des travaux publics ..	144.060	45.664		1 ^{er} janvier 1948.
Part du Maroc : 132.446 francs. Part de l'Algérie : 11.614 francs. Répartition des charges de famille : Part du Maroc : 16.052 francs. Part de l'Algérie : 1.408 francs.				
Orphelin (1) de feu Boyer Joseph-Roger, adjoint principal de santé ..	17.460			1 ^{er} janvier 1948.
M. Tautou Joseph, commis principal à la justice	6.524	2.152		24 janvier 1949.
M ^{me} Stellini Angèle-Rose, veuve Brodier Gabriel-Alexandre, dessinateur-calculateur en retraite	14.087	4.648		1 ^{er} juillet 1947.
M ^{me} Pierre Elise-Armentine, veuve Laplanche Théophile, adjoint de santé en retraite	51.600	17.028		24 juillet 1949.
M. Milcendeau Joseph-Stanislas, agent public aux travaux publics.	7.600	2.508		22 avril 1949.
M ^{me} Girard Hélène-Adèle, veuve Milcendeau Joseph-Stanislas, agent public en retraite	31.991	10.557	3 ^e rang	1 ^{er} janvier 1948.
Orphelin (1) de feu Milcendeau Joseph, agent public en retraite.	15.995	5.278		18 avril 1949.
M. Neustrasic Alfred-Louis, adjoint de santé	38.880			18 avril 1949.
M ^{me} Berthaut Alice-Marguerite, veuve de Ployé Raoul, ingénieur des travaux publics en retraite	39.484	13.029		1 ^{er} janvier 1948.
M. Sayah ben Mustafa, agent public à l'intérieur	50.355	16.617		15 mai 1949.
M ^{me} Vanstraelen, née Martino, agent public à la santé	23.703	7.821	1 ^{er} rang	1 ^{er} janvier 1948.
M. Schwartz Jean-Pierre, chef cantonnier	34.773	11.475		1 ^{er} janvier 1948.
Majoration pour enfants	52.800	1.376		1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} veuve Tambini, née Di Franco, agent public de 2 ^e catégorie	5.280	137		1 ^{er} janvier 1948.
	38.187	12.601		1 ^{er} octobre 1946.

Admission à la retraite.

Est annulé le décret du Comité français de la libération nationale du 25 avril 1944 admettant d'office à la retraite, à compter du 1^{er} avril 1944, M. Vimal Henri, contrôleur civil chef de région ; l'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du corps du contrôle civil du 1^{er} novembre 1945.

Est annulé le décret du Comité français de la libération nationale du 22 octobre 1943 admettant d'office à la retraite, à compter du 1^{er} octobre 1943, M. Poussier Georges, contrôleur civil chef de région à la disposition du Commissaire résident général ; l'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du corps du contrôle civil du 1^{er} juin 1946.

(Décrets du président du conseil des ministres du 30 août 1949.)

M. Siégèle Oscar, conducteur de chantier principal de 1^{re} classe de la direction des travaux publics, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 8 juillet 1949. (Arrêté directorial du 25 août 1949.)

M. Bennais Clément, surveillant-chef hors classe de l'administration pénitentiaire, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août 1949. (Arrêté directorial du 27 juillet 1949.)

M. Vivès Jules-Roger, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) des juridictions françaises, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 3 septembre 1949.)

M. Martin Jules, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe (2^e échelon), est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 22 juillet 1949.)

M. Brouat Émile, préposé-chef de 2^e classe des douanes, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} septembre 1949. (Arrêtés directoriaux des 25 juin et 25 juillet 1949.)

M^{lle} Ghisolfi Germaine, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) de la direction de l'instruction publique, est admise à faire valoir ses droits à la retraite et rayée des cadres du 1^{er} juin 1949. (Arrêté directorial du 31 août 1949.)

M. Mohamed ben Si Ali L'Abdi, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon, de la direction de l'intérieur, est admis au bénéfice des allocations spéciales et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949.

M. Ahmed ben Ali, chaouch de 2^e classe de la direction de l'intérieur, est admis au bénéfice des allocations spéciales et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949.

(Arrêtés directoriaux des 29 et 31 août 1949.)

M. Quilichini Don Jacques, adjoint-chef de 1^{re} classe des eaux et forêts, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} décembre 1949. (Arrêté directorial du 10 septembre 1949.)

MM. Rimbaud Jules, contrôleur adjoint des régies municipales, et Habert Lucien, agent principal de constatation et d'assiette, 2^e échelon, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres du 1^{er} juillet 1949. (Arrêtés directoriaux du 24 juin 1949.)

AVIS ET COMMUNICATIONS**Avis de concours pour l'emploi d'adjoint technique stagiaire des travaux publics des colonies.**

Un concours pour le recrutement de cent adjoints techniques stagiaires des colonies aura lieu courant décembre 1949.

Pour être admis à subir les épreuves du concours, les candidats doivent être âgés de vingt-huit ans au plus au 31 décembre 1948, cet âge limite pouvant être prorogé jusqu'à trente-cinq ans au maximum, d'une durée égale à celle des services militaires et civils admissibles pour la constitution du droit à pension.

Les demandes des candidats habitant le Maroc devront parvenir à la direction des travaux publics (service du personnel), à Rabat, pour le 26 septembre 1949, date impérative.

Les conditions et le programme du concours ont été publiés au *Journal officiel* de la République française du 1^{er} juillet 1949.

Pour renseignements complémentaires, s'adresser à la direction des travaux publics ou dans les bureaux des circonscriptions.

Avis de concours.

Les 27 et 28 novembre 1949 auront lieu à Rabat, Casablanca, Fès et éventuellement dans d'autres villes du Maroc, des épreuves en vue du recrutement au concours de cent cinquante commis des postes, des télégraphes et des téléphones (emplois susceptibles d'être transformés en emplois d'agent d'exploitation).

Répartition des emplois offerts.

a) 90 emplois masculins dont 30 réservés aux sujets marocains et 30 aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

b) 60 emplois féminins dont 20 réservés aux bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947.

Ce concours est ouvert :

a) Aux candidats bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 dans les conditions fixées par ce texte inséré au *Bulletin officiel* n° 1831, du 28 novembre 1947, page 1227 ;

b) Aux candidats citoyens français ou assimilés, sujets marocains, ou sujets tunisiens nés au Maroc, âgés de dix-sept ans au moins et de vingt-cinq ans au plus au 1^{er} janvier 1949. La limite d'âge de vingt-cinq ans peut être reculée d'un an par enfant à charge et, dans un maximum de cinq ans, du temps passé sous les drapeaux.

Pour tous renseignements complémentaires (pièces à fournir, programme, etc.), les candidats pourront s'adresser dans les bureaux de poste ou à la direction de l'Office des P.T.T. à Rabat, service administratif (personnel).

Les demandes d'inscription, accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir avant le 15 octobre 1949, terme de rigueur, à la direction de l'Office des P.T.T. à Rabat, service administratif (personnel).